

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité  
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

## Les observateurs autrichiens ont une autre vision des élections russes que l'OSCE

**Stadler (BZÖ): Les affirmations de l'OSCE sont de parfaites bêtises. Un député de l'UE, observateur des élections à Samara: «Je ne suis pas d'accord avec les reproches émis par l'OSCE.»**

Lors d'une conférence de presse, *Ewald Stadler*, député européen du parti autrichien BZÖ, a pris position, au sujet des reproches de l'OSCE concernant des fraudes électorales dans un tiers des locaux de vote de Russie, pour les qualifier de «parfaites bêtises». Stadler s'est trouvé lui-même à Samara, la sixième plus grande ville de Russie, en tant qu'observateur électoral pour une ONG. «Je me suis rendu en Russie dans un état d'esprit très critique et n'ai – contrairement à un ancien chancelier socialiste allemand – pas baissé le sol russe en guise de salutation», fut sa mise au point dès le début.

Stadler informa que l'ONG lui avait mis à disposition une interprète à l'esprit critique envers Poutine. Il put visiter neuf locaux électoraux dans diverses parties de la ville. Aux environs de ces locaux, il n'y avait aucune propagande pour un candidat – au contraire de ce qui se passe en Autriche. Dans les bureaux de vote les différents candidats étaient présentés plusieurs fois par des photos, des curriculum vitae, leur état de fortune (y compris celui de leur épouse), ainsi que leur appartenance à des sociétés. «J'aimerais voir cela aussi en Autriche», fut la remarque de Stadler qui ajouta que dans tous les locaux de vote se trouvaient des observateurs des divers candidats pour surveiller le déroulement du vote. De plus, toutes les urnes électorales étaient plombées. «J'ai pu m'entretenir avec plusieurs observateurs des différents candidats. On ne remarquait aucune atmosphère hostile, bien au contraire, tout le monde était détendu.»

Stadler rendit aussi attentif au fait que 15% des locaux de vote étaient dotés de Webcams. Ainsi tout citoyen pouvait observer par Internet la situation dans les locaux. Il est prévu de doter tous les 94 000 locaux de vote russes de ces appareils.

«Je suis consterné par les stupidités affirmées par l'OSCE. S'il était vrai – comme l'OSCE l'a affirmé le lendemain des élections – qu'il y aurait eu des malversations dans un tiers des locaux de vote russes, alors il aurait dû y avoir dans 31 000 locaux de vote des complications entre au moins une dizaine de personnes – dont les observateurs des autres candidats. C'est absurde et techniquement impossible», déclara Stadler.

De ce fait, il exige de l'OSCE qu'elle remette un rapport complet, indiquant dans quels locaux de vote il y a eu malversation. «Je ne suis pas d'accord avec les affirmations de l'OSCE. Je soupçonne cette dernière de vouloir décrier la Russie. Si c'était le cas, alors l'OSCE aurait définitivement terni son image d'institution indépendante. Pour ma part, je ne me prêterai pas à cette façon de dénigrer un pays important de la communauté internationale.»

Puis Stadler informa encore que beaucoup de Russes étaient à juste titre indignés et fâchés d'entendre ces reproches concernant une falsification des votes. «Les Russes ne sont pas un peuple primitif et savent parfaitement comment développer leur démocratie. Au vu des reproches infondés formulés par l'OSCE, je comprends parfaitement l'indignation de beaucoup de citoyens russes. En Autriche aussi, les réactions ont été nombreuses en

l'an 2000 lorsqu'on envoya les «trois sages» pour contrôler la démocratie dans le pays, parce que la constellation gouvernementale d'alors n'avait pas plu à certaines personnes. Dès à présent, l'UE doit cesser de vouloir donner des leçons de démocratie à la Russie –

qu'elle se préoccupe donc de ses propres déficits démocratiques. Car, qui a par exemple élu en Italie le chef de gouvernement *Monti* et en Grèce *Papademos*?»

Source: [www.ots.at/pressemappe/4527/aom](http://www.ots.at/pressemappe/4527/aom) du 6/3/12 (Traduction *Horizons et débats*)

## Le texte de l'OSCE avait-il été rédigé d'avance?

*hd. Stefan Schennach*, conseiller fédéral autrichien (SPÖ), a pris lui aussi la défense des élections présidentielles russes qui se sont tenues à un «très haut niveau». Il a été observateur des élections au nom du Conseil de l'Europe. Il s'est opposé fermement au rapport de l'OSCE lors d'une interview accordée à la «Wiener Zeitung» du 8 mars.

[...] «Je ne puis absolument pas accepter le jugement de l'OSCE. Lorsque j'en ai entendu parler, j'ai eu le sentiment d'avoir participé à une autre élection. L'OSCE aurait dû se trouver sur place avec des milliers d'observateurs pour observer ce qu'elle prétend. Pour ma part, j'ai, en tant que membre de la délégation du Conseil de l'Europe, visité deux douzaines de locaux de vote. Je n'ai distribué la mention «mauvais» que deux fois – mais non pas du fait de fraude, mais parce qu'un des locaux de vote se trouvait dans une pharmacie et qu'il était difficile de faire la distinction entre votants et clients. D'ailleurs, mes collègues ont émis des rapports similaires.

[...] *J'ai d'ailleurs eu le sentiment que le texte avait été rédigé d'avance.* Lorsqu'en

2008, j'ai été observateur pour l'OSCE aux élections en Géorgie, nous avons – au contraire des élections actuelles en Russie – constaté des fraudes inadmissibles. Lorsque les résultats n'étaient pas conformes, on voyait apparaître des urnes supplémentaires remplies de bulletins de vote. Une fraude indescriptible se passait sous nos yeux. Nous fûmes stupéfaits d'apprendre que le chef de mission de l'OSCE d'alors avait déclaré que le vote était correct, alors qu'il n'avait pas encore reçu nos rapports. [...]

[...] Par ailleurs, pour en revenir aux élections russes, nous avons tenté de trouver des autobus douteux qui pourraient transporter des électeurs et électrices. Nous avons suivis un autobus blanc qui se révéla toutefois être un simple autobus de ligne. En ne prenant en considération que le dimanche des élections, on peut dire que ces dernières se sont déroulées à un très haut niveau – aussi au niveau technique, avec des caméras de surveillance et des urnes électroniques.»

Source: *Wiener Zeitung* du 8/3/12 (Traduction *Horizons et débats*)

## Une politique occidentale inefficace et à courte vue

**La collaboration des pays BRICS\* est basée sur l'autonomie stratégique, l'intangibilité de la souveraineté et l'équilibre des forces**

par *Fjodor Lukjanov*\*\*

*ts. Le 4 mars, Vladimir Poutine a été élu président de la Fédération de Russie avec 63,6% des suffrages exprimés. L'Occident a accompagné et commenté son élection avec beaucoup de hargne. Selon l'agent américain Gene Sharp, il y a aussi eu de nombreuses tentatives de précipiter la Russie dans les turbulences sur le modèle des révolutions des couleurs – à l'instar de la Serbie, l'Ukraine et d'autres tentatives du même acabit.*

*Le résultat du scrutin russe est clair et irrévocable. Pour l'Occident, c'est donc le moment de voir la situation en face et d'arrêter les allégations contre Poutine. C'est aussi le moment de se pencher sérieusement sur les contenus de sa politique, la politique du pays à l'étendue la plus vaste de notre planète. Car c'est exactement cela qu'on a cherché en vain en Occident avant les élections: une représentation fondée et nuancée des prises de position du candidat. Un scandale auquel le citoyen occidental se voit de plus en plus confronté lors de ses propres affaires électorales, puisque les «think tanks» avec leurs «spin doctors» et leurs entourloupes de propagande de la programmation neuro-linguistique, conseillent aux candidats à l'élection de renoncer au contenu et de se borner*

*à communiquer des ambiances. Les scrutins des pays occidentaux ont par conséquent perdu beaucoup de leur contenu, ce qui n'est vraiment pas un titre de gloire pour les pays inventeurs de la démocratie.*

*Afin de faire connaître aux lecteurs d'«Horizons et débats» comment se positionnera le grand pays oriental à l'avenir, nous reproduisons ci-après un article du rédacteur en chef du périodique «Russia in Global Affairs», Fjodor Lukjanov. Lukjanov a le mérite d'avoir analysé dans le journal «Moskowskije Nowosti» plusieurs articles de Vladimir Poutine, en particulier le dernier avant son élection. Ce qui est offert là au lecteur est un point de vue nuancé du monde actuel qui depuis longtemps n'est plus le monde unipolaire de 1991 à 2006, tel que bien des contemporains occidentaux continuent de se le représenter à tort. Au contraire, c'est un monde multipolaire, avec une série d'Etats qui ne supportent plus d'entendre la saga des valeurs occidentales, alors qu'il s'agit en fait des intérêts des Occidentaux, selon l'excellente formulation du diplomate singapourien Kishore Mahbubani, lequel est tout de même pressenti par les médias américain comme un des cent plus influents penseurs de notre temps.*

*Il est quelque peu humiliant pour nous Occidentaux quand nous devons nous faire rappeler par le président Poutine, donc par un représentant des Etats BRICS,\*\**

*que les résultats de la Paix de Westphalie de 1648, à savoir l'intangibilité de la souveraineté des Etats continuent et doivent continuer aujourd'hui et à l'avenir d'être la base d'une cohabitation pacifique et civilisée. La conception de la «responsabilité de protéger», très douteuse du point de vue du droit international public, défendue par l'alliance de guerre occidentale qui veut propager un nouveau droit d'intervention en négligeant l'art. 51 de la Charte des Nations Unies, ne sera manifestement plus acceptée par les nouvelles grandes puissances. Sur ce point la Chine et la Russie de Poutine ont, par leur veto sur la Syrie, enfoncé un clou pour maintenir les principes de la Paix de Westphalie, des principes qui apportèrent aux peuples européens la paix longuement espérée, après les expériences désastreuses de la guerre de Trente Ans. Si les habitants de l'Europe ont oublié leur histoire et ses enseignements, on ne peut que se féliciter que ce soit le représentant d'un pays qui forme un pont entre l'Europe et l'Asie qui nous le rappelle, et qui par conséquent joue un rôle important dans la coopération pacifique des peuples eurasiatiques. Cela tomberait peut-être mal pour un géostratège du genre de Zbigniew Brzezinski d'aller à la rencontre de la Russie, qui voit son rôle de suprématie mis en danger par une amitié russo-européenne. Aller à la rencontre l'un de l'autre est de toute façon un point de départ pour*

*un monde plus pacifique. Et cela commence par une attitude qui consiste à s'écouter l'un l'autre et à prendre calmement et sans la déformer connaissance de la position de l'autre.*

\*\*\*

Selon *Poutine*, le monde est imprévisible et de multiples façons dangereux – de l'impatience et croissante envie combative, par l'érosion du droit international jusqu'au «soft power» (un nouveau terme) illégal, qui pénètre bien de l'extérieur, mais sape de l'intérieur.

Un pathos tendu et défensif occupe l'avant-scène: il faut être prêt à résister aux nombreux défis et dangers. En cela, ce pathos se distingue de celui de son discours de Munich d'il y a cinq ans qui avait un ton offensif et même agressif. Au lieu de cela on distingue aujourd'hui de l'énerverment et de l'inquiétude.

Comment la Russie doit-elle se comporter dans ce monde?

Avant tout, la Russie ne doit pas jeter un regard rétrospectif sur les événements d'il y a vingt ans. *Poutine* écrivit dans son premier article à ce sujet que l'époque postsoviétique était finie et épuisée du point de vue du contenu. C'est important, parce qu'auparavant, la dégradation de l'Union soviétique avait été qualifiée de point de départ. Pendant

\* (BRICS: Brésil – Russie – Inde – Chine – Afrique du Sud)

\*\* *Fjodor Lukjanov* est le rédacteur en chef de la publication *Russia in Global Affairs*.

# Moscou et la formation du nouveau système mondial

par Imad Fawzi Shueibi

hd. Imad Fawzi Shueibi est philosophe et géopoliticien et Président du Centre de documentation et d'études stratégiques (Damas, Syrie).

Il analyse les causes et les conséquences de la récente position de la Russie au Conseil de Sécurité de l'ONU. Le soutien de Moscou à Damas n'est pas une posture héritée de la Guerre froide, mais le résultat d'une analyse en profondeur de l'évolution des rapports de force mondiaux. La crise actuelle va cristalliser une nouvelle configuration internationale, qui d'un modèle unipolaire issu de la chute de l'Union soviétique, va évoluer progressivement vers un autre type de système qui reste à définir. Cette transition exige une entente circonspecte de tous les pays et avant tout la fin de tous les projets de guerre et de la propagande de guerre. Après que le «Herald Tribune» vient de publier à quel point la guerre de la Libye a été forcée, les pays occidentaux ont tout lieu de réfléchir sur leur propre rôle. La partie européenne de l'Otan doit revenir à ses bases européennes et en premier lieu analyser la mauvaise gestion en Afghanistan. La Russie pour sa part est en train d'en tirer les conclusions.

La Russie ne peut pas revenir en arrière dans le monde d'aujourd'hui étant donné que Moscou voit dans les événements actuels, et dans

sa confrontation avec l'Occident – Etats-Unis et Europe – l'occasion de cristalliser un nouvel ordre mondial, surpassant l'ordre (si l'on peut appeler cela un «ordre») qui a prévalu depuis l'après Guerre froide et l'effondrement de l'Union Soviétique; un ordre caractérisé par l'uni-polarité, et qui tend vers la multipolarité depuis la guerre de 2006 au Liban.

C'est ce que Vladimir Poutine a voulu signifier le 14 janvier 2012 lorsqu'il a annoncé que nous assistions à la formation d'un ordre mondial nouveau, différent de celui qui avait émergé après la chute de l'Union Soviétique. Cela implique que Moscou ira jusqu'au bout pour contrecarrer toute tentative de stopper ce processus, y compris si cela implique d'aller au conflit. La déclaration du ministre russe des Affaires étrangères selon laquelle l'Occident commettrait une grave erreur s'il s'imaginait pouvoir attaquer l'Iran - suivie d'une autre déclaration de Poutine selon laquelle si l'Occident tentait une action unilatérale sur la scène internationale, Moscou ne resterait pas immobile; et même répondrait puissamment - n'était rien d'autre qu'un ultimatum signifiant que Moscou n'entendait plus marchander comme ce fut le cas en Irak, ou rester indécis comme en Libye, et qu'aujourd'hui tout concourt à la mise en place de l'ordre mondial nouveau, dans le sillage du retrait stratégique étatsunien d'Irak, et au moment où le

président Barack Obama annonce une réduction des effectifs des forces US de 750 000 à 490 000 ainsi qu'une réduction du budget militaire à 450 milliards de dollars.

Ce qui précède implique l'incapacité de lancer au même moment deux opérations militaires distinctes, mais aussi annonce le démarrage de la confrontation avec la Chine en Asie du Sud-Est (et l'armement de cette région). Beijing a répliqué, le 7 janvier 2012, en déclarant que «Washington n'était plus en mesure d'empêcher le Soleil Chinois de se lever». Washington est en train de commettre à nouveau la folie d'affronter la Chine, ayant perdu la bataille avec Moscou sur de nombreux fronts, que cela soit dans le grand jeu du gaz au Turkménistan et en Iran ou sur les côtes orientales de la Méditerranée (avec l'annonce de sa nouvelle stratégie, Washington se retire de la région, tout en s'engageant à garantir la stabilité et la sécurité du Proche-Orient en affirmant qu'il restera vigilant).

Poutine, à propos de sa stratégie, a écrit récemment: «le monde s'apprête à rentrer dans une zone de turbulence longue et douloureuse» et c'est à prendre en considération bien au delà des simples déclarations d'intention électorales. Ainsi, il affirme clairement que la Russie ne poursuit pas l'objectif illusoire d'une domination unipolaire en plein effondrement, et qu'elle ne pourra pas garantir la stabilité mondiale, à un moment où les autres centres d'influence ne sont pas encore prêts à assumer collectivement cette charge. En d'autres termes, nous nous trouvons au seuil d'une longue période de confrontation avec le système unipolaire, qui durera tant que les autres puissances influentes n'auront pas consolidé un ordre mondial nouveau.

D'habitude, les Etats-Unis se retirent quand leurs perspectives de succès ne sont ni rapides, ni sûres. Ils savent parfaitement combien leur économie se détériore et combien l'influence de leur force militaire diminue, surtout après avoir perdu son prestige du fait d'un recours intempestif à la guerre. Poutine, bien qu'il réalise que le temps ne fait pas marche arrière, invite les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, du G8 et du G20 à stopper toute velléité de faire émerger des tensions sur des bases ethniques ou sociales, ou des forces destructrices qui puissent menacer la sécurité mondiale. C'est une indication claire du refus dans les instances décisionnelles des tendances religieuses et des groupes armés qui n'adhèrent pas au système des Etats-Nations. Ces groupes, Poutine les identifie clairement comme les alliés objectifs des

Etats qui sont en train d'exporter la «démocratie» par des voies militaires et par la coercition. Moscou ne fera pas l'économie d'affronter ces tendances politiques et ces groupes armés. Le Premier ministre russe conclut en affirmant que la violation du droit international n'est plus justifiable, même si cela partait d'une bonne intention. Ceci signifie que les Russes n'accepteront plus aucune tentative de la part de la France, de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis de remplacer le principe de souveraineté par celui d'ingérence humanitaire.

En réalité, les USA ne peuvent pas se retirer complètement du Proche-Orient. Ils sont simplement en train de réaménager cette zone pour une «guerre par proxy». Ceci advient à un moment où Poutine admet que les puissances émergentes ne sont pas encore prêtes à prendre leur position dans le nouveau monde non-unipolaire. Ces puissances émergentes sont la Chine, l'Inde, et en général les Etats de l'Organisation de Coopération de Shanghai. Ceci implique ce qui suit:

1. Le monde sera désormais moins unipolaire qu'il ne l'a été pendant la période 2006-2011.
2. Les conflits seront caractérisés par le fait d'être mondiaux, et ils seront accompagnés d'un discours qui ira s'intensifiant donnant l'impression que le monde s'approche du gouffre et risque d'y être englouti.
3. La règle selon laquelle «les superpuissances ne meurent pas dans leur lit», est une règle qui invite à la prudence à cause des risques de fuite en avant; surtout quand une superpuissance se trouve hors du système principal auquel elle avait été habituée depuis la Seconde Guerre mondiale, et que ses options se trouveront donc oscillant entre faire la guerre et rehausser la tension dans les zones d'influence des autres. Tant que la guerre entre superpuissances est rendue difficile, sinon impossible, par les armements nucléaires, l'augmentation des tensions et/ou le lancement de guerres par proxy deviennent des alternatives pour les conflits afin de s'affirmer sur le plan international. Il y a aussi l'option d'une redistribution satisfaisante des zones d'influence selon un nouveau Yalta<sup>1</sup>. Aujourd'hui, c'est hors de question, mais qu'en sera-t-il à l'avenir? Rien ne peut être exclu pour toujours dans l'action politique. Il existe une règle selon laquelle il est possible de vaincre une superpuissance, mais il est préférable de ne pas le faire. Mieux vaut plutôt lui permettre de sauver la face

Suite page 3

## Un fonctionnaire militaire américain admet: des bombardements américains massifs en Libye

«Déjà une fois, on nous a entraînés dans un tel engagement à durée indéterminée et nous ne le ferons plus», a dit un fonctionnaire militaire supérieur, eu égard à la Libye où une intervention considérable de l'armée de l'air a été nécessaire – mais également des centaines de missiles de croisière qui ont été tirés à partir de navires et de sous-marins américains – pour éliminer l'armée de l'air de la Libye afin que les avions de combat européens puissent agir librement dans le ciel. Et même après, les Etats-Unis ont continué à livrer des munitions, à ravitailler les avions en vol et à voler pour des missions de combat.

Des fonctionnaires du ministère de la Défense et des services secrets disent que le système de défense antiaérien intégré de la Syrie – une combinaison de milliers de missiles sol-air, des installations radars et d'artillerie antiaérienne – n'est pas seulement plus moderne que celui de la Libye, mais que les sites sont installés dans des régions très peuplées près de la frontière ouest du pays. Cela signifie que la population civile voisine mourrait probablement même en cas de bombardement avec des armes de précision. «Il y

aurait pas mal de dégâts collatéraux graves si l'on prévoyait d'attaquer cette région», a dit Panetta la semaine dernière.

En raison de l'arsenal et des capacités électroniques de la Syrie en cas de guerre aérienne, les premières étapes d'un combat aérien seraient, comme en Libye, presque uniquement l'affaire des Etats-Unis et il faudrait probablement un espace de temps prolongé et un grand nombre d'avions, comme le général Dempsey vient de déclarer.

Si les Etats-Unis avaient la maîtrise aérienne, il serait possible soit de créer des zones de retraite ou un «corridor humanitaire» – une voie de sortie sûre pour les réfugiés, par exemple en Turquie –, mais les fonctionnaires militaires objectent que des couloirs ainsi que des zones de retraite seraient exposés aux risques d'être attaqués par l'armée syrienne, une unité forte de 330 000 hommes et qualifiée comme excellente, d'après des fonctionnaires du service secret.

Source: «International Herald Tribune» du 12/3/12  
(Traduction Horizons et débats)

## «La politique occidentale ...»

suite de la page 1

longtemps, le pays et son élite politique ne parvinrent pas à surmonter ce traumatisme. Le dernier article de Poutine ne mentionne presque pas la guerre froide, ce qui est inhabituel – avant cela, on ne pouvait éviter ce symbole. Ça signifie que les problèmes des relations avec les Etats-Unis et l'Occident ne devraient pas être rejetés sur l'indolence de la confrontation du XX<sup>e</sup> siècle. Cela fait déjà partie du passé. Dans bien des cas, on peut reconnaître objectivement la non-conformité des intérêts.

La Russie de Poutine est déçue de l'Occident. Pas pour la raison que l'Occident ne respecte pas la Russie et ne veut pas la reconnaître comme un partenaire égal en droit. On a déjà beaucoup parlé de ça. Quelque chose d'autre est bien pire: la politique occidentale ne produit pas les résultats voulus. Formulé différemment: elle est inefficace et à courte vue. Du «printemps arabe» à la crise de la dette européenne, d'Iran à la Corée du Nord – tout ne se déroule pas comme prévu. Certes, Poutine continue de considérer que les impulsions politiques les plus importantes partent de l'Occident, mais cela ne l'inquiète plus autant – en Occident, de toute façon rien ne marche. Poutine considère la situation du monde comme une corrélation, tout en soulignant que toutes les actions entraînent des conséquences inévitables. Bien que cela soit une idée banale, la pratique actuelle montre

qu'on ne réfléchit aux conséquences qu'à la fin. On considère chaque cas isolément, comme s'il existait tout seul.

Vladimir Poutine traite des fondements de l'ordre mondial en répétant les points de vue habituels: au centre des relations internationales se trouve le principe, en vigueur depuis des siècles, de la souveraineté des Etats. Il estime que la protection des droits de l'homme exercée depuis l'extérieur est de la «simple démagogie». Poutine est fermement convaincu qu'on n'a trouvé aucun autre principe fondamental qui abolirait le rôle de la souveraineté. La politique mondiale se base sur des principes forts et non sur des valeurs abstraites, dont l'application pratique est chaque fois déterminée au petit bonheur (d'après le rapport des forces).

Selon Poutine, la Russie doit demeurer une puissance mondiale qui reste présente partout dans la politique mondiale. En cela l'approche de Poutine se distingue de celle de Medvedev (axe principal sur les intérêts immédiats, géographiquement proches et cependant très larges). Des activités englobant le monde entier sont nécessaires pour ne pas perdre les positions dans le domaine de l'influence directe. Le statut global n'est donc nécessaire pas pour une expansion, mais bien pour le maintien du statu quo. Poutine ne considère pas la Russie comme un opposant systématique des Etats-Unis (ce que beaucoup croient), mais comme le garant du système classique des vues et relations que, selon Poutine, les pays BRICS partagent. Les

fondements de ce système sont l'autonomie, l'intangibilité de la souveraineté et l'équilibre des forces.

Poutine n'a aucun doute que la Russie est l'objet de l'influence constante et la plupart du temps inamicale: des défis militaires (la défense anti-missiles et le développement de techniques militaires, l'expansion de l'OTAN), à l'imposition de formes de l'ordre social (par des «campagnes d'information» et l'illégal *soft power*). Le monde est totalement perçu comme un milieu extrêmement hostile et plein de risques. Seul un Etat fort et puissant pourra s'y imposer. «La Russie n'est perçue avec respect et considérée que si elle est forte et se tient fermement sur ses jambes», écrit Poutine dans son article.

Poutine ressent une grande méfiance envers les Etats-Unis, laquelle avait augmenté durant ses deux mandats et lors de sa rencontre avec George W. Bush. On perçoit toujours cela lors de ses propos en public. Alors que Poutine est honnête dans ses propos. La pause d'il y a trois ans et demi, lorsque Poutine ne s'occupait pas directement de politique extérieure, n'est pas parvenue à atténuer la douleur provoquée par l'absence de réciprocity au cours des années 2000. Cela aura des répercussions sur la politique extérieure.

Malgré cela, Poutine voit la Russie comme un pays ouvert, qui est prêt à coopérer économiquement avec tous, ne se ferme pas et ne veut pas instaurer une autarcie dans le domaine économique. Dans ce sens, son propos, que l'achat de nouvelles technologies à

l'étranger est une pratique habituelle (dans des limites raisonnables), est caractéristique. De plus il explique les avantages de l'adhésion de la Russie à l'OMC, qui est perçue fraîchement de Smolensk à Vladivostok. Poutine s'intéresse aux grosses affaires, à la promotion d'alliances stratégiques de grandes entreprises, aux grands deals comme moyens d'un rapprochement politique.

La Russie regarde bien plus attentivement vers la Chine et l'Asie, entre autres par rapport au développement de la Sibérie et de l'Extrême Orient. Une position commune concernant les problèmes de l'ordre mondial, dont on parle depuis longtemps, est accompagnée maintenant du désir de capter le «vent chinois» dans les «voiles» de l'économie russe. Les intentions sérieuses envers le voisin oriental sont confirmées par le fait qu'on mentionne aussi des «frictions», dont des afflux d'immigrants. Cela signifie que la Chine est effectivement une partie importante de l'agenda de politique étrangère.

La tournure des événements des années passées a montré qu'une planification stratégique sérieuse n'a presque pas de sens dans le monde imprévisible actuel. Il s'est avéré que la tactique que la Russie a suivie jusqu'à présent, qui consistait à réagir aux impulsions changeant sans cesse, était la seule décision raisonnable. Le candidat à la présidence russe numéro un s'y prépare, lui-même et son pays.

Source: RIA Novosti du 1/3/12  
(Traduction Horizons et débats)

# Un projet contraire au bon sens

**Le gouvernement vert-rouge du Bade-Wurtemberg veut introduire, via une modification de la Loi scolaire, l'«école unique» en tant qu'école «régulière»**

*Malgré de sérieuses réserves de l'opposition au parlement du Land, de l'administration du ministère de l'Éducation, de directeurs d'école, d'associations d'enseignants, des syndicats patronaux, du Congrès des maires notamment, le gouvernement vert-rouge de Bade-Wurtemberg veut faire voter au Landtag en avril 2012 un projet de loi sur une modification de la Loi scolaire qui vise à introduire un nouveau type d'école, la Gemeinschaftsschule (école unique). Et cela non pas seulement à titre d'essai.*

km. Au Bade-Wurtemberg, dès le début de l'année scolaire 2012/2013, 34 écoles (le Ministère parle d'«écoles pionnières»), avant tout des Hauptschulen (établissements du premier cycle du secondaire aboutissant à un brevet à finalité professionnelle), doivent poursuivre leurs activités sous forme d'écoles uniques. Ces écoles sont agréées par le ministère de l'Éducation, sur demande des autorités locales responsables de l'école, c'est-à-dire les municipalités ou les communes. Il s'agit d'établissements qui regroupent des actuelles Hauptschulen et Realschulen, intègrent les élèves en difficultés et peuvent avoir également une filière menant au baccalauréat. Mais ce n'est pas tout. Plus important encore que la réunion

«Moscou et la formation du nouveau ...»  
suite de la page 2

et faire cohabiter nouvelles et anciennes superpuissances. C'est ce qui est arrivé pour la France et la Grande-Bretagne après la Seconde Guerre mondiale.

4. La plus grave inquiétude concerne la lutte pour la modification du *statu quo*, qui dépasse en férocité ce que l'on a connu durant la Guerre froide (même si l'époque actuelle diverge par les méthodes utilisées), et ceci durera tant que les Etats de l'Organisation de Coopération de Shanghai ne seront pas en mesure d'assumer leurs positions. Cela signifie que les zones des conflits (Corée-Iran-Syrie) sont vouées à connaître des troubles sur une longue période. Dans le langage de la politique contemporaine ceci peut être vu comme la porte ouverte à l'effet domino; à savoir une ouverture sur l'incalculable et le sans précédent, et le passage de luttes limitées à des conflits plus inconsidérés où chacun jouera le tout pour le tout. Il est certain que les pays impliqués dans la lutte seront partis prenantes de la nouvelle partition, et que cette future partition internationale ne se fera pas nécessairement à leurs dépens, en tant qu'ils sont impliqués dans la lutte. La nouvelle partition mondiale se fera en fait au détriment des autres pays se situant en périphérie du conflit, ou qui seront les instruments du conflit. Parmi les règles des conflits internationaux, il en est une qui dit que l'engagement en lui-même dicte la répartition – cela s'est vérifié jusqu'à maintenant – à condition que lesdits pays ne perdent pas leur capacité d'initiative, leur libre-arbitre et leur possibilité d'action, et qu'ils suivent le principe de fermeté, qui est la règle fondamentale dans la gestion des périodes de crise.

5. La réalité est que la gestion des crises sera le lot commun pour la phase qui s'annonce, et cela durera peut-être des années. Le vrai danger est que l'on se mette à régler les crises par l'intermédiaire d'autres crises, ce qui signifie que la Méditerranée Orientale et l'Asie du Sud-Est risquent de devenir des zones chroniquement agitées. •

de différents types d'école est le fait que les futures écoles uniques sont basées sur un «concept pédagogique» qui diffère radicalement de celui pratiqué jusqu'à présent.

La ministre de l'Éducation du Bade-Wurtemberg, Gabriele Warminski-Leitheusser, bien qu'elle soit membre du Parti social-démocrate (SPD) de Rhénanie du Nord-Westphalie, ne fait, avec cette réforme, qu'appliquer un des projets majeurs des Verts et du ministre-président vert du Bade-Wurtemberg Winfried Kretschmann. Or l'école unique, qui va devenir la règle grâce à la nouvelle loi, figurait comme revendication principale dans le programme des Verts en vue des élections au parlement du Land en mars 2011 et les arguments en faveur du nouveau type d'école figurent, presque littéralement, dans ce programme.

### Mise en question de toute structure juridiquement contraignante

L'école unique ne va pas seulement saper le système scolaire différencié en divers types d'écoles, elle met également en question toute structure juridiquement contraignante. Idéologiquement, l'école unique est une application de l'éducation antiautoritaire et de l'«anti-pédagogie», idéologies à caractère fortement subversif, et elle représente un nouveau marché gigantesque pour des entreprises internationales telles que Bertelsmann qui, profitant de leurs excellents contacts avec les milieux éducatifs, ne tarderont pas à vendre leurs matériels pédagogiques onéreux pour cet enseignement individualisé et atomisé. Mais pour Bertelsmann non plus, il ne s'agit pas uniquement de faire des affaires.

Cette nouvelle pédagogie néglige tous les résultats de la recherche qui insistent sur le rôle prépondérant de la personne de l'enseignant et de son style pédagogique dans la réussite des élèves, sur l'importance du vécu de la classe pour le développement du sens social des élèves et sur les

conséquences désastreuses, notamment pour les élèves faibles, du manque de structures claires, autant de résultats qui sont rappelés de façon claire et précise dans un livre récemment paru. (Michael Felten: Schluss mit dem Bildungsgerede. Eine Anstiftung zum pädagogischen Eigensinn, 2012, ISBN 978-3-579-06670-7).

Ce que prônent les Verts sous l'étiquette «Schule von unten» n'est en réalité que la tentative, grâce à un financement généreux et en usant de la force politique, de donner la préférence à des communes ou des municipalités et avant tout à des directions d'écoles qui manifestent un penchant idéologique à expérimenter avec les enfants. Ils veulent privilégier l'école unique au détriment d'écoles qui ont effectué jusqu'ici un bon travail.

De plus, ils cherchent à appâter notamment les petites communes dont les écoles sont menacées de fermeture en leur disant qu'elles pourront les sauver en les transformant en écoles uniques – même si, pour les protagonistes de l'école unique, il ne s'agit guère de maintenir des écoles situées à proximité des habitants.

De nombreux directeurs d'école le savent. 60 d'entre eux qui ont eu le courage d'exprimer leurs critiques dans une annonce publiée quelques jours avant les élections parlementaires de 2011 dans un quotidien du Bade-Wurtemberg, donc peu de temps avant la réalisation du projet «Ecole unique», ont été sévèrement chapitrés par la ministre nouvellement élue qui leur a fait comprendre qu'ils ne devaient plus s'exprimer publiquement sur le sujet. Le gouvernement rouge-vert, qui se vante d'être proche des citoyens et ouvert au débat, évite ce débat, surtout quand des experts y participent. Aussi l'administration compétente du ministère de l'Éducation, où plusieurs voix critiques se sont élevées, a-t-elle été tout simplement neutralisée au moyen de la création d'un office à la tête duquel on a placé un membre du syndicat *Erziehung und Wissenschaft*.

### Les trotskistes et les maoïstes sont-ils à l'œuvre?

Il est évident que le gouvernement vert-rouge a l'intention d'abolir le système scolaire différencié: cela ressort clairement de l'avant-propos au projet de «Loi sur la modification de la Loi scolaire et d'autres lois», puisque celui-ci précise qu'«il faut surmonter l'enseignement dispensé dans divers types d'école» (c'est nous qui soulignons).

On vante l'école unique comme étant «performante», «socialement juste» et «particulièrement fidèle aux valeurs démocratiques». En vérité, tout cela est faux. L'école unique est contraire aux principes de l'Etat de droit libéral et démocratique, elle n'est ni performante ni socialement juste.

Quant au concept pédagogique, on peut lire notamment dans le commentaire au projet de loi: «Les classes traditionnelles fondées sur l'âge des élèves sont remplacées par des groupes d'apprentissage. [...] Les processus d'apprentissage autonome et en groupe y jouent un rôle central. Ils constituent justement le trait caractéristique de l'apprentissage dans les écoles uniques. Les enseignants se considèrent comme des animateurs [...]. Il n'y a plus de passages dans la classe supérieure ni de redoublements au sens traditionnel.»

Ce sont là quelques lieux communs d'une idéologie irréaliste (quel est son objectif politique actuel?) qu'une pédagogie sérieuse a dépassée.

Dans l'école unique, il n'y aura donc plus de classes et plus guère d'enseignement dirigé par l'enseignant. On encourage les enseignants à négliger leurs responsabilités pédagogiques puisque les élèves devront largement se débrouiller avec leur matériel pédagogique coûteux. Ils n'auront plus la possibilité de reprendre pied en redoublant une classe.

Jusqu'ici, le système scolaire du Bade-Wurtemberg était à tous égards, y compris dans sa

Suite page 4

## Des alchimistes dotés d'un pouvoir étatique

**Les politiciens des Etats de l'UE ont déclaré le déni de droit**

par Karl Müller

En conclusion d'un exposé, mi-février à Berlin, le professeur de droit public Karl Albrecht Schachtschneider, a estimé que les gouvernements des Etats de la zone euro avaient, depuis l'éclatement de la crise d'endettement, provoqué ouvertement un déni de droit. Il a aussi déclaré que, *en fait, les politiciens des Etats de l'UE, notamment en Allemagne, avaient proclamé l'état d'urgence, donc le déni de droit.* Ils n'ont pas dit ouvertement: maintenant nous instaurons la tyrannie. Mais il suffit d'utiliser l'expression «sans alternative» pour justifier les violations répétées du droit, donc la déclaration sans ambages de la fin de la politique démocratique, tout comme le fait antidémocratique et violent le droit international de se cramponner à une raison d'Etat fatale, surtout en Allemagne, ce qui ne peut que conduire à la guerre – tant qu'on ne change pas de cap.

On a affaire à des alchimistes dans les gouvernements européens. Ils agissent comme *si on pouvait créer de la monnaie à partir de rien*, et ils cachent honteusement qu'un beau jour il faudra bien payer les dégâts, la réalité ne pouvant être niée ni ignorée. Ce sera aux populations à payer finalement la facture.

Ils se comportent comme s'ils pouvaient encore (ou à nouveau) dominer le monde, eux qui ne sont qu'une petite minorité. Certains d'entre eux vont même si loin qu'ils estiment pouvoir continuer à mener des guerres sans sérieuse violation de la conscience humaine.

Jusqu'où peut-on aller dans la violation du droit? Quand l'Etat cesse de respecter les fondements d'un Etat de droit libre et démocratique? Quand ce n'est plus le droit international et la constitution du pays qui forment le cadre dans lequel exercer le pouvoir étatique?

Veut-on réellement permettre tous les moyens, outre la violence et le pillage, et aussi la fraude?

En jetant un regard sur les 20 dernières années, nous constatons que nos populations ont constamment été trompées. Il suffit à chacun de s'interroger sérieusement pour constater que ce que nous racontent les politiciens et les journaux, mais aussi la radio ou la télévision est faux, y compris ce qu'on peut lire dans nos livres ou avoir entendu dans nos écoles et nos universités.

On répand les mensonges tout particulièrement dans les pays qui ne veulent pas se soumettre. On ne peut que prendre avec des gants, en se donnant la peine de réfléchir, ce qui s'écrit, se dit depuis des semaines sur la Syrie, sur l'Iran, sur la Russie, etc. On n'a pu que trop souvent constater qu'il s'agissait de demi-vérités, que le tout ne correspondait pas à la réalité, que l'essentiel n'était abordé qu'en passant.

Faut-il accepter cela?

L'année dernière, un petit livre intitulé «Indignez-vous!» fut vendu à des millions d'exemplaires. Il y aurait beaucoup à dire à propos de ce livre. Et pas que du bien. Mais c'est sans grande importance. Ce qui importe, c'est qu'il fut vendu en si grand nombre, que tant de monde l'ait lu, que des millions de personnes, aussi en Europe, savent qu'on leur ment constamment, qu'ils aspirent à la justice, qu'ils ne veulent plus de guerre, qu'ils n'ont qu'un souhait: entendre la vérité, toute la vérité.

A long terme, il n'y a de vie commune possible, pour les humains, que dans la confiance. Pas une confiance aveugle, mais justifiée. *L'éthique et la décence* ne sont pas des reliques, mais des principes de survie. Les médias sont tenus de rapporter avec conscience la vérité, la recherchant et la diffusant. Un pouvoir d'Etat qui ne repose pas sur la vérité aboutit à la tyrannie. Des alchi-

mistes dotés d'un pouvoir étatique sont des jongleurs dangereux. Ils doivent se reprendre et nous autres, citoyennes et citoyens, devons les contraindre à regarder la vérité en face.

En fait, on ne manque de rien. La communauté des Etats et chaque pays européen ont formulé des bases législatives, de remarquables œuvres de droit qu'on doit juste comprendre et respecter. Les grands esprits du siècle des Lumières ont dû faire appel à la philosophie. Aujourd'hui, en principe, il suffirait de jeter un coup d'œil attentif aux textes législatifs. •

### Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,  
l'éthique et la responsabilité  
Pour le respect et la promotion du droit international,  
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur  
Coopérative Zeit-Fragen  
Rédacteur en chef  
Jean-Paul Vuilleumier  
Rédaction et administration  
Case postale 729, CH-8044 Zurich  
Tél. +41 44 350 65 50  
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch  
Internet: www.horizons-et-debats.ch  
CCP 87-748485-6  
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6  
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie  
Nüssli, Mellinger  
Abonnement annuel 198.– frs/ 108.– Euros  
ISSN 1662 – 4599

© 2012 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

<sup>1</sup> A la Conférence de Yalta – une station balnéaire sur l'ancienne presqu'île soviétique de Crimée – les chefs d'Etat des Etats-Unis (Roosevelt), de l'URSS (Staline) et du Royaume-Uni (Churchill) ont décidé en janvier 1945 du partage de l'Europe en trois sphères d'influence correspondantes et de la division du Reich allemand pour le temps après la fin de la Seconde Guerre mondiale. Cet ordre a survécu jusqu'à la fin de l'Union soviétique en 1991.

Source: www.voltairenet.org du 13/3/12  
(Traduction Marie-Ange Patrizio)

## «Un projet contraire au bon sens»

suite de la page 3

capacité d'intégration et son équité sociale, un des meilleurs d'Allemagne, contrairement à celui de la Rhénanie du Nord-Westphalie. Il semble que l'idée de prendre précisément ce système-là comme modèle pour le Bade-Wurtemberg ne constitue qu'une étape politique.

Au cours des derniers mois, on a assisté à une retenue et à un penchant pour le compromis caractéristiques de la politique de ce Land. Cependant, nombreuses ont été les critiques adressées à la politique scolaire du gouvernement vert-rouge. Nous en reproduisons ci-dessous quelques extraits.

Je suis depuis quelques années lecteur intéressé de votre journal. Votre nouvelle édition (n° 11/2012) qui hier était chez moi dans la boîte aux lettres me plaît particulièrement. Le sujet principal de la sortie du nucléaire était magnifique.

Surtout l'article concernant les écoles en Saxe m'a enthousiasmé, bien que je sois originaire du Brandebourg... Mais je suis surtout professeur (par mon ancienne profession) et «citoyen qualifié de la RDA».

La phrase: «On a manqué la chance de tirer les meilleurs éléments des deux systèmes sco-

Courrier  des lecteurs

## Redéfinir l'école polytechnique?

laire et de les réunir» touche droit au but! L'article prouve cela de façon impressionnante. Dans mon ancien domaine de l'enseignement, dans la formation et de l'éducation polytechnique des élèves, il y a eu presque un effondrement en 1990. Au cours des dernières années, on a souligné à plusieurs endroits que les élèves devraient être introduits quand-même de plus près dans les entreprises, pour les familiariser avec le travail professionnel et le savoir respectif. Chose étonnante! La question est permise: n'y avait-il pas là quelque chose d'important?

On a loué et souligné à juste titre la grande performance de beaucoup de «professeurs de l'Est (hommes et femmes)» après le tournant.

D'ailleurs, il n'y a pas eu le phénomène de «l'usurpation» par l'Ouest seulement dans l'enseignement! Prenez seulement le secteur de la santé: les polycliniques d'autrefois dans l'ère de la RDA ont été réinventées – en les nommant aujourd'hui «permanence de médecins».

Rainer Ortner de Strausberg, Allemagne

## Une école unique créée pour des raisons idéologiques

«Pour des raisons idéologiques, le nouveau gouvernement du Land a annoncé l'introduction de l'école unique (Gemeinschaftsschule). Le groupe parlementaire CDU est d'avis que l'on sacrifie ainsi le système différencié du Bade-Wurtemberg qui est pourtant efficace. On ne comprend absolument pas que le cadre légal n'en ait toujours pas été défini. Le ministère de l'Education démarre une expérimentation avant d'avoir modifié la Loi scolaire

en conséquence (date prévue: avril 2012). Une telle introduction hâtive en l'absence de base légale est à notre avis irresponsable car les parents, les enseignants et les élèves ignorent ce sur quoi ils doivent se décider. C'est partir à l'aventure. Ce n'est pas comme cela qu'on pratique une politique scolaire responsable.»

Communiqué de presse du porte-parole du groupe parlementaire CDU chargé de l'éducation Georg Wacker du 9/12/11

## Le gouvernement du Land défend l'école unique sans pouvoir prouver que ce système est le meilleur

«Pour l'Association Bildung und Erziehung (VBE) du Bade-Wurtemberg, le nouveau gouvernement régional place nettement les écoles uniques en «pole position» au détriment des autres types d'école. Selon le président du VBE Gerhard Brand, «ceux qui favorisent unilatéralement l'école unique dévalorisent le travail effectué dans toutes les autres écoles.»

Alors que l'école unique n'est pas encore inscrite dans la loi, le chef de l'office «Ecole unique, types d'écoles, intégration» du ministère de l'Education Norbert Zeller présente déjà dans des manifestations très fréquentées du Land ce type d'école comme une réussite [...].

Le VBE craint que l'école unique n'entraîne une perte de spécialisation et par conséquent une baisse générale de niveau, d'autant plus que le programme doit – du moins provisoirement – correspondre à celui de la Realschule, lequel est nettement trop facile pour les élèves visant l'obtention du baccalauréat qui se trouvent dans les nouveaux groupes hété-

rogènes (remplaçant les classes traditionnelles), vantés comme étant le nec plus ultra, et trop difficile pour les élèves de niveau Hauptschule. [...]

Investir dans un nouveau modèle scolaire vaut la peine pour les enseignants, en particulier, lorsqu'on peut susciter chez eux un enthousiasme communicatif. Or en ce qui concerne l'école unique, il y a encore trop d'incertitudes non étayées scientifiquement, trop de visions irréalistes. L'ex-chancelier fédéral Helmut Schmidt (SPD) recommandait autrefois à ceux qui avaient des visions de consulter un psychiatre. Brand résume la situation confuse de la politique actuelle de l'éducation en disant que le quotidien scolaire est à l'opposé de ce que les visionnaires rouges-verts imaginent.»

Communiqué de presse du VBE du 16/11/11. Le VBE regroupe quelque 140 000 enseignants et enseignantes des Grundschulen, Hauptschulen, Realschulen, Förderschulen et Gesamtschulen au sein de l'Union allemande des fonctionnaires.

## Les écoles uniques

## favorisent sans raison l'apprentissage autonome

«Parmi les avantages de l'école unique, ses partisans mentionnent toujours le fait que l'apprentissage y est différent. On remarque souvent qu'ils sont assez fiers qu'on n'y pratique plus guère le face-à-face entre l'enseignant et le groupe-classe (Frontalunterricht). Le VBE du Bade-Wurtemberg s'élève contre une dévalorisation fondamentale de cette forme d'enseignement. [...]

La gestion professionnelle de l'apprentissage individualisé, du travail autonome, en duo, en groupe, en ateliers ou selon un

plan hebdomadaire, fait partie du répertoire standard d'un enseignant moderne. Toutefois un enseignement bien préparé et intéressant avec le groupe-classe n'est pas moins efficace qu'un enseignement misant uniquement sur le travail autonome ou de groupe dans lequel les élèves sont certes toujours «occupés» mais ne savent plus exactement à la fin de la classe pourquoi ils ont fait quelque chose. Et ce sont la plupart du temps précisément ceux qui ont besoin d'un soutien particulier.»

Communiqué de presse du VBE du 20/1/12

## L'école unique

## suit le modèle scolaire de Rhénanie du Nord-Westphalie

«Les parallèles avec la Rhénanie du Nord-Westphalie sont évidents. Si évidents qu'il vaut la peine de les examiner. Depuis le changement de gouvernement à Düsseldorf, en juillet 2010, où Jürgen Rüttgers a cédé la place à Hannelore Kraft flanquée de la ministre écologiste de l'Education

Sylvia Löhrmann, le modèle scolaire en vigueur là-bas est exactement le même que celui que le gouvernement du Bade-Wurtemberg entend introduire.»

Extrait d'un communiqué de presse non daté du VBE intitulé «Wo Milch und Honig fließen»

## «L'Association des philologues s'oppose à l'introduction de l'école unique»

«L'Association des philologues s'oppose à l'introduction de l'école unique. Toutes les études allemandes sur les résultats des élèves confirment que plus un système scolaire est différencié, que moins il y a de Gesamtschulen dans un Land, meilleurs sont les résultats. Les structures scolaires divisées en plusieurs types d'établissements profitent mieux aux

élèves, en particulier à ceux qui sont issus de milieux défavorisés ou de l'immigration. «Le ministre-président se trompe», a déclaré Bernd Saur, président du PhV de Bade-Wurtemberg, «quand il prétend que tous les élèves, les bons comme les faibles, tirent profit d'un enseignement en commun. Ce n'est prouvé par aucune étude scientifique. La promotion uni-

latérale d'écoles uniques au détriment d'autres types d'école est inacceptable.»

Communiqué de presse de l'Association des philologues du Bade-Wurtemberg du 3/5/11. L'Association allemande

## Ce qui compte, c'est la qualité des concepts pédagogiques

«Le développement du système scolaire du Bade-Wurtemberg est une question capitale pour l'économie. La formation et la maturité de ceux qui quittent l'école est une condition essentielle pour répondre aux besoins en main-d'œuvre des entreprises du Land.

Depuis des années, le patronat explique que les structures scolaires revêtent une importance secondaire. Ce qui est déterminant, c'est la qualité des concepts péda-

gogiques, l'accent mis sur les compétences, les contenus adéquats de l'enseignement, des mesures convaincantes de garantie de la qualité et une utilisation optimale des ressources temporelles et financières, qui sont limitées. Cela vaut également pour l'école unique que le gouvernement régional a l'intention de promouvoir.»

des philologues (DPHV) est un syndicat qui regroupe des enseignants d'établissements scolaires menant au baccalauréat. Il compte quelque 90 000 membres au statut de fonctionnaires ou d'employés.

Déclaration sur l'école unique de la Fédération des syndicats patronaux du Bade-Wurtemberg (13/12/11)

## Pourquoi ne pas commencer par une expérimentation sérieuse?

«L'objectif prioritaire de la politique éducative à moyen et à long terme du Land doit être de créer des structures scolaires sûres et compréhensibles. Or ni le projet ni les déclarations du gouvernement du Land ne permettent de savoir quels sont les objectifs du Land à ce sujet et quels effets structurels le gouvernement cherche à obtenir à long terme en introduisant l'école unique. Comme cette introduction aura des répercussions sur tous les autres types d'école et qu'elle entraînera des conséquences pour l'ensemble du système scolaire du Bade-Wurtemberg, le projet de loi doit reposer sur des perspectives de politique scolaire concrètes et compréhensibles.

Au lieu de préciser ces perspectives, on invoque l'autonomie communale et la liberté des écoles à déterminer librement leur évolution. Le Congrès des maires du Bade-Wurtemberg salue évidemment toute déclaration en faveur de l'autonomie communale. Toutefois, il ne faut pas confondre autonomie et liberté avec laissez-faire. Le respect de l'autonomie communale nécessite justement une concertation sur les objectifs communs entre les deux grands acteurs de la politique de l'éducation que sont le Land et les communes. C'est le seul moyen de garantir que ces deux collectivités vont dans la même direction.

Comme le gouvernement du Land ne dit actuellement rien à ce sujet, on ne sait pas où va la politique scolaire. [...]

Dans l'école unique, on doit pratiquer une forme d'enseignement et d'apprentissage toute différente de celles des autres

types d'école. Les classes traditionnelles doivent être remplacées par des groupes d'apprentissage hétérogènes. L'enseignement doit obéir à des normes impliquant différents niveaux de compétence et il convient par conséquent de travailler en équipe. Il n'y a plus de passage dans la classe supérieure, plus de redoublements et il faut intégrer les handicapés, même dans la phase initiale. Telles sont quelques-unes des caractéristiques de l'école unique.

Pour les cas de changements aussi profonds, l'article 22 de la Loi scolaire prévoit une étape éprouvée: l'organisation d'expérimentations. Ces dernières «ont pour but de développer et de tester de nouvelles idées pédagogiques, de nouvelles formes d'organisation scolaire, notamment en ce qui concerne l'enseignement, l'administration, les modifications de contenu importantes, les nouveaux processus d'apprentissage ou les moyens pédagogiques.» Et c'est tout particulièrement nécessaire pour l'école unique. Or jusqu'ici, il n'existe ni projet ni enseignants formés ni expériences pratiques. Et la question des ressources communales n'a pas été abordée.

Au lieu de procéder aux expérimentations nécessaires et de régler la question financière, on veut inscrire tout de suite dans la Loi scolaire un type d'école tout à fait nouveau. On n'attend même pas les rapports des écoles pionnières dont on prétend ailleurs qu'elles constituent des modèles.»

Déclaration du Congrès des maires du Bade-Wurtemberg lors de l'audition relative à la Loi sur l'école unique du 3/2/12

## «L'éducation nécessite la continuité, la pondération, un soin minutieux et de la clairvoyance»

«Comme l'éducation nécessite la continuité, la pondération, un soin minutieux et de la clairvoyance, le VBE demande instamment au gouvernement de veiller à ce qu'on ne mette pas en route des processus qu'on ne peut pas introduire de manière judicieuse et sûre, poursuivre de manière fiable et appliquer durablement. Sinon les dégâts dans le système éducatif seront considérables. Trop souvent nous autres directeurs d'école avons soutenu des réformes, introduit des changements, appliqué des nouveautés, procédé à des évaluations pour finir par tout abandonner. Nous avons très souvent plaidé en faveur de la continuité et de la pondéra-

tion dans le système éducatif. Il ne s'agit pas ici de regretter tout le travail inutile que cela nous a coûté: nous l'avons supporté avec humilité. Il s'agit plutôt de la déception de beaucoup d'enseignants qui se sont mis au travail, qui ont organisé ces processus, qui les ont adaptés à la situation de leur école. Il s'agit des parents qui ont cru que les nouveaux concepts profiteraient à leurs enfants. Il s'agit des enfants qui ont été le jouet d'expérimentations à caractère politique. Il s'agit toujours des hommes, il s'agit de confiance!»

Extrait d'un communiqué de presse non daté du VBE intitulé «Wo Milch und Honig fließen»

## «Sauvez l'or de la Suisse»

par Luzi Stamm, conseiller national

thk. Lorsqu'un Etat nation veut sauvegarder sa souveraineté, il doit également conserver la souveraineté de sa monnaie. L'euro et l'asservissement de la Grèce qui lui est lié montre très clairement ce qui arrive quand un pays ne peut plus déterminer lui-même sa politique monétaire. Il perd toute indépendance et les Etats puissants lui dictent ce qu'il doit faire.

La stabilité d'une monnaie dépend de nombreux facteurs. Un facteur important, que l'on a supprimé il y a 40 ans pour des raisons financières et politiques, était la convertibilité en or. Après cette mesure, les Etats-Unis surtout se mirent à augmenter continuellement leur masse monétaire et l'Etat ne cessa de s'endetter. Les «plans de sauvetage» de l'UE et les mesures financières prises par les Etats-Unis en faveur des banques en difficulté constituent le point culminant de ce processus. Des centaines de milliards de dollars ont été imprimés et injectés dans des banques pourries.

La Suisse, qui n'a pas adhéré à la zone euro, a pu conserver une certaine indépendance en matière de politique monétaire, mais en adhérant au Fonds monétaire international elle a dû accepter une certaine perte de souveraineté monétaire. En effet, la participation au FMI exige l'abandon de la convertibilité en or et représente par conséquent une atteinte flagrante à la souveraineté monétaire d'un pays.

C'est précisément à cette perte de souveraineté que l'initiative populaire fédérale «Sauvez l'or de la Suisse» s'oppose. Elle demande la transparence sur les réserves d'or, stipule qu'elles doivent être stockées en Suisse – car sinon, elles échappent totalement à leur utilisation par la Suisse – et que les ventes d'or ainsi que celles des réserves de la Banque nationale sont interdites. Ainsi, l'initiative ne contrevient pas aux dispositions du FMI – dont on pourrait discuter – mais assure à la Banque nationale, et donc au pays, des réserves monétaires durables. Elle arrive au bon moment et doit être soutenue.

Dans une brochure intitulée «Rettet unser Schweizer Gold», le conseiller national Luzi Stamm a rassemblé les principaux arguments en faveur de l'initiative. Nous reproduisons ci-dessous des extraits de cette brochure.

«A partir de mai 2000, on a à plusieurs reprises vendu de l'or, notre «trésor national», mais la Banque nationale et le Conseil fédéral ont cessé d'informer sur l'endroit où se trou-

vait le reste du métal précieux. Inquiets, des parlementaires de tous bords se sont demandé où était stocké l'or de la Suisse. Se trouvait-il en partie à l'étranger? L'a-t-on peut-être prêté? A-t-il disparu?

### Où sont nos réserves d'or?

L'absence de véritable réponse du Conseil fédéral n'a fait que renforcer les soupçons. La réponse du conseiller fédéral Kaspar Villiger à la question du conseiller national Paul Günter est restée célèbre: «Je ne peux malheureusement pas vous dire où se trouvent ces lingots d'or. Je n'en sais rien. D'ailleurs je ne dois pas le savoir et ne veux pas le savoir.» (Bulletin officiel, 10/3/03)

Ce n'est pas seulement chez nous qu'on fait des mystères. En Allemagne, une rumeur tenace veut que 3400 tonnes de réserves d'or se trouvent depuis longtemps aux Etats-Unis. Et même aux Etats-Unis, après avoir constaté dans les comptes, que le

poste «or» est devenu «créances en or», on se demande où se trouve l'or américain. Or il existe une différence considérable entre les deux: les créances en or – y compris l'or prêté – n'existent que sur le papier. Seuls ceux qui possèdent de l'or réel peuvent être rassurés. Un paiement ne peut être effectué que si le débiteur possède encore l'or physiquement et qu'il veut ou peut le rendre. Non seulement nous ne savons pas où se trouve l'or prêté par la Banque nationale suisse mais peut-être qu'il n'en reste plus rien. [...]

Lorsqu'en 1971 des banques centrales étrangères (comme la Banque d'Angleterre) voulurent échanger de plus en plus d'or contre des dollars (au prix fixe de 35 dollars l'once), le président Richard Nixon tira la sonnette d'alarme le 15 août: Il interdit au Trésor américain l'échange d'or contre des dollars, ce qui contrevenait à des accords internationaux importants. C'était une

### L'initiative populaire «Sauvez l'or de la Suisse»

Jusqu'en 1971, toutes les monnaies importantes du monde étaient convertibles en or (Accords de Bretton Woods) et reposaient donc sur une base solide. Les pays attachés à la valeur de la monnaie n'étaient pas surendettés.

Lorsqu'en 1971, les Etats-Unis ne pouvaient financer la guerre du Vietnam que par un endettement considérable, ils supprimèrent tout simplement la convertibilité en or du dollar. D'autres monnaies s'écroulèrent le même sort. C'est avec l'abandon de la convertibilité que commença – à un rythme hésitant au début, puis de plus en plus dangereux – l'endettement de nombreux Etats qui devint bientôt un surendettement.

### Surendettement démesuré

Aujourd'hui, le surendettement de nombreux Etats – de l'UE notamment – a pris une ampleur qui n'est plus maîtrisable: Même une forte croissance annuelle ne permet même pas aux pays surendettés d'assurer le service de la dette (intérêts et amortissement), malgré la modicité actuelle des taux. Il y a longtemps que le piège de la dette s'est refermé.

### L'euro augmente les risques

L'union monétaire européenne, créée au rebours de tous les principes économiques par des politiques en mal de notoriété, a aggravé considérablement la situation. Des pays beaucoup moins productifs – Grèce, Portugal, Espagne, Italie, etc. – obtinrent subitement des crédits aux mêmes conditions que les «champions de la productivité» que sont l'Allemagne et le Danemark. Des pays comme la Grèce s'imaginèrent qu'ils pouvaient s'offrir n'importe quoi grâce à des crédits bon marché. Ils enflèrent démesurément leur bureaucratie et créèrent des institutions sociales qui dépassaient de loin leurs possibilités financières.

Il arriva ce qui devait arriver: L'effondrement succéda à la démesure. On bricola rapidement «plans de sauvetage» d'une ampleur considérable: des milliers de milliards. A vrai dire, aucun pays ne dispose de l'argent du «sauvetage»: les sommes sont simplement «garanties». Le prétendu «financement du sauvetage» consiste en une restructuration des dettes opérée dans la hâte. Des pays endettés, eux-mêmes insolubles, se portent «garants» d'autres pays endettés, mais les dettes subsistent et elles augmentent de jour en jour.

### Payer des dettes en faisant des dettes

Tout le monde est touché, car le sort en est jeté depuis longtemps: Ce n'est qu'en faisant fonctionner la planche

à billets, en provoquant une dévaluation (alors que l'offre de biens reste la même, on augmente considérablement la masse monétaire, ce qui entraîne une inflation, c'est-à-dire une dépréciation de la monnaie), on s'imagine pouvoir empêcher l'effondrement de l'euro. C'est ce qui se produit également aux Etats-Unis avec le dollar.

On amortit ses dettes en dévaluant la monnaie: ce n'est rien d'autre qu'un pillage des économies des citoyens, c'est-à-dire des classes moyennes. L'épargnant sérieux doit payer les pots cassés par les politiques insouciantes qui ont pratiqué le surendettement.

### On ne peut pas renoncer à l'or

La Suisse, où la démocratie directe a empêché un surendettement massif, ne s'est heureusement pas enfoncée dans le bourbier de la dette. Le fait qu'elle ne fasse partie ni de l'UE ni de la zone euro l'a prémunie contre ce pétrin. Mais notre franc est également en danger, notamment à la suite des promesses d'aide au FMI qui s'élèvent à plusieurs milliards. Les fautes de la Banque nationale peuvent avoir des conséquences catastrophiques si le franc ne repose pas sur des valeurs réelles. C'est pourquoi, étant donné que l'euro et le dollar perdent de leur valeur, il faut absolument que le franc conserve la sienne grâce à une couverture-or suffisante.

Seul un franc reposant solidement sur l'or offre une protection suffisante contre la chute de la monnaie. Ce n'est qu'avec une Banque nationale indépendante et donc avec une monnaie à nous que nous pourrions assurer notre indépendance et notre prospérité. Plus les réserves d'or seront importantes plus la Banque nationale sera indépendante et moins elle sera vulnérable aux pressions extérieures. Aussi l'initiative «Sauvez l'or de la Suisse» ne renforce-t-elle pas seulement l'indépendance de cet établissement mais également la Suisse dans son ensemble.

C'est pourquoi nous vous recommandons de signer l'initiative «Sauvez l'or de la Suisse»

Vous pouvez vous procurer la brochure sur l'initiative et les feuilles de signatures à deux adresses:

Comité d'initiative «Sauvez l'or de la Suisse», case postale 23, 8416 Flaach, tél. 052 301 31 00, fax 052 301 31 03, e-mail: info@initiative-or.ch www.initiative-or.ch

Nationalrat Luzi Stamm, Seminarstrasse 34, 5400 Baden, tél. 056 493 47 07, fax 052 493 78 55

(Traduction Horizons et débats)

### Texte de l'initiative

La Constitution<sup>1</sup> est modifiée comme suit:

#### Art. 99a (nouveau) Réserves d'or de la Banque nationale suisse

- 1 Les réserves d'or de la Banque nationale suisse sont inaliénables.
- 2 Elles doivent être stockées en Suisse.
- 3 La Banque nationale suisse doit détenir une part importante de ses actifs en or. La part de l'or ne doit pas être inférieure à 20%.

Les dispositions transitoires de la Constitution sont modifiées comme suit:

#### Art. 197, ch. 9<sup>2</sup> (nouveau). Disposition transitoire ad art. 99a (Réserves d'or de la Banque nationale suisse)

- 1 L'al. 2 doit être mis en œuvre dans un délai transitoire de deux ans à compter de l'acceptation de l'art. 99a par le peuple et les cantons.
- 2 L'al. 3 doit être mis en œuvre dans un délai transitoire de cinq ans à compter de l'acceptation de l'art. 99a par le peuple et les cantons.



mesure arbitraire digne d'une république bananière.

### Naissance d'une bombe à retardement

Cette décision modifia les fondements du monde financier et eut des conséquences qui se ressentent encore aujourd'hui. Ce fut le coup de grâce donné au système de Bretton Woods qui avait créé la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

En 1973, le système des cours de change fixes s'effondra définitivement et fit place au système des cours de change flottants dans lequel toutes les monnaies variaient librement les unes par rapport aux autres. En octobre 1973 se produisit la première grande récession de l'après-guerre.

Mais la décision de Nixon marqua le début d'une bombe à retardement: tant qu'il y avait des taux de change fixes, on n'avait pas besoin de garanties monétaires. Pour ceux qui produisaient des biens durables (p. ex. des locomotives, des avions, etc.), le nouveau système des cours de change flottants modifia la donne du jour au lendemain. Les garanties monétaires devenues nécessaires ouvrirent au secteur financier un marché tout à fait nouveau et extrêmement rentable.

L'esprit humain a toujours été ingénieux. Grâce à des contrats dérivés, des swaps, des options, des contrats à terme, etc. un nouveau secteur opaque est né où même de nombreux banquiers ne se retrouvent pas. Des instruments permettant des spéculations sans limites ont été créés. Un casino mondial est apparu, incomparablement plus dangereux que le «paradis des joueurs» de Las Vegas.

### Les banques centrales accordent des crédits incroyablement élevés

Les conséquences sont dramatiques: autrefois, les gouvernements et le monde des affaires devaient s'accommoder du fait que la création excessive de monnaie (à travers les déficits des balances commerciales qui en résultent) a été pénalisée par l'écoulement d'or. Aujourd'hui, les banques centrales peuvent accorder sans problème des crédits – c'est-à-dire créer de l'argent – à partir de rien. Il n'est même plus nécessaire d'imprimer des billets: il suffit d'un clic de souris sur un ordinateur.

L'opinion publique s'est rendu compte de ce que cela signifie depuis le début de la crise financière (à partir de septembre 2008). C'est la banque centrale américaine, la Fed, qui a enclenché la machine lorsqu'elle est intervenue avec une somme de crédits incroyablement élevée (en 2008 déjà, plus de 1000 milliards de dollars). A Londres, en 2009, les plus importantes puissances financières du monde (le G20, dirigé par les Etats-Unis) se vantaient d'avoir, avec l'aide du FMI, décidé «le plus important programme conjoncturel mondial de l'époque moderne».

La disparition de la couverture or obligatoire donna aux banques centrales – c'est-à-dire à celles qu'ils contrôlaient – un pouvoir illimité. Au lieu de limiter l'argent mis en circulation par les banques d'affaires, elles

# Le système bancaire dual est et reste indispensable

«Banquier – une espèce en voie de disparition»

par Thomas Minder, Conseiller aux Etats

*Les Messieurs Mühlemann, Ospel, Wuffli, Kurer, Grübel et Hummler étaient au zénith de leur carrière des personnalités prestigieuses. Ils voulaient être perçus comme banquiers et non comme «bankers». Mais souvent l'orgueil précède la chute. En ce moment nous ne trouvons guère de banquier actif qui légitime cette renommée durant plusieurs années.*

Les Messieurs à la Hans Bär, Hans Vontobel, Alfred Sarasin ou aussi Nikolaus Senn méritaient le titre de banquier. Ils menèrent leur entreprise avec beaucoup de responsabilité et d'engagement social. Ce n'étaient pas la spéculation, le risque et une hystérie de croissance qui étaient au centre de leur action, mais le client. Leurs décisions étaient de longue durée. Ils étaient bel et bien orientés vers l'argent, mais leur culture de conduite et d'entreprise n'était pas marquée par les opérations de contrepartie spéculatives ni par la mondialisation.

Aujourd'hui on retrouve l'espèce du banquier sur la liste des espèces en voie de disparition – leurs successeurs ont muté vers des «top bankers». Cette nouvelle génération se maintient normalement quelques années dans le management de pointe, pour

filer peu après à l'anglaise après des défaillances ou une mauvaise gestion. Restent leurs salaires qui s'élèvent à plusieurs millions et qu'ils défendent désespérément en public – même après une gestion misérable, un méga crash, des pertes par milliards, des amendes par millions ou de la complicité à la soustraction d'impôts.

Un exemplaire modèle est Brady Dougan, CEO du Credit Suisse (CS). Cette banque figure régulièrement au premier rang des bonifications à l'échelon de la direction de l'entreprise. Le CS paya à ces messieurs en 2008, l'année de la débâcle, en moyenne un salaire de plus de 6 millions de francs – malgré des pertes par milliards! CEO Dougan va certainement nous faire croire cette année aussi, que sa bonification à hauteur de plusieurs millions est liée à la productivité. Elle l'est même si la banque – comme dernièrement aux USA – doit payer une amende de presque un milliard. Une amende carabinée à cause de complicité de détournement d'impôt s'y ajoutera bientôt.

La guilde des «top bankers» a récemment découvert un nouveau jouet: Grâce à de l'argent presque sans intérêt de la Banque nationale, l'on spéculait à la façon du casino

avec des produits structurés à haut risque, et avec un effet de levier immense. Les conséquences sont déjà visibles: Ainsi l'UBS a subi une perte de 2 milliards dans le commerce avec des produits dérivés «Delta One» à Londres.

Dougan de son côté se fait citer ainsi: «Je veux me débarrasser des papiers à risque, avant que tout le secteur se dépêche de les jeter sur le marché.» Mais en même temps le CS a acheté en janvier pour la somme époustouflante de 13 milliards des papiers pourris américains de la Banque centrale américaine, issus de la liquidation de l'assurance AIG de 2008. Une remarque d'un CEO ne peut pas être plus paradoxale.

Comme ancien trader dans l'investissement à haut risque, Dougan aime la spéculation, les opérations de contrepartie, la bourse et en général la musique de Wall Street. Son attention est fixée sur le risque et non sur les besoins des clients et la durabilité. Il ne serait donc guère surprenant que le CS, tôt ou tard, glisse aussi dans une débâcle de milliards avec ces stratégies de casino à haut risque.

Ce n'est donc qu'une question de temps jusqu'à ce que les «top bankers» d'aujourd'hui perdent leur réputation. Leur crédibilité est déjà fortement entamée. D'in-

nombrables exemples démontrent que la place bancaire se démonte elle-même et perd sa réputation. Leurs modèles commerciaux sont beaucoup trop axés sur les dangereuses opérations de contrepartie, les services d'investissement à haut risque et surtout sur la croissance. Bien que ces stratégies aient échoué avec la crise des subprimes, et que des milliards se soient évaporés, la musique de Wall Street continue à résonner allègrement. Pourquoi les membres intelligents des conseils d'administration ne corrigent-ils pas ces modèles commerciaux malsains? Pourquoi ne remet-on pas les clients et la durabilité au centre? L'explication est simple: Des bonifications de plusieurs millions ne sont possibles que grâce aux activités d'investissement à haut risque et aux opérations de contrepartie qu'on déclare être la «Champions League».

Espérons qu'entretemps, suite à tous ces événements, quelques politiciens supplémentaires prennent conscience que l'augmentation de quelques pourcents du minimum de fonds propre (et qui n'entrera en vigueur qu'en 2019!) ne résout nullement le problème du «Too big to fail». Un système bancaire dual, comme nous l'avions pendant des décennies, est et reste indispensable. •

## «Sauvez l'or de la Suisse»

suite de la page 5

se firent de plus en plus les sauveteurs de ces dernières, c'est-à-dire leurs complices, et mirent à leur disposition tout l'argent qu'elles demandaient. On oublia les principes de l'économie de marché et donc la possibilité de faire faillite. Dans ce système où les banques centrales sont des «sauveteurs de dernier recours», la discipline n'est plus nécessaire et elle n'est d'ailleurs plus souhaitée par les responsables: On récompense ainsi l'endettement irresponsable. [...]

### La réaction de la Banque nationale suisse

Suivant le mouvement international, la Banque nationale suisse jeta également ses principes par-dessus bord et augmenta massivement sa masse monétaire. En 2002 encore, elle écrivait, en réponse à la question «Comment la valeur de notre monnaie est-elle garantie sans couverture-or?»: «Tant que la monnaie de papier devait être couverte par de l'or, celui-ci servait d'ancrage. Comme la quantité d'or extraite n'augmentait que lentement, il n'existait guère de risque que l'or et, partant, la monnaie de papier en circulation soient excédentaires. De nos jours, les banques centrales s'engagent à bien doser la quantité de monnaie en circulation. Elles peuvent ainsi garantir le maintien de la valeur de la monnaie. Cet engagement des banques centrales joue aujourd'hui le rôle d'ancrage.» (Brochure «La Banque nationale et l'incontournable argent», BNS, 2002).

Or subitement, il n'était plus question d'«engagement» ni de «bien doser la quantité de monnaie en circulation». La BNS acheta des quantités invraisemblables de devises étrangères (p. ex. des emprunts d'Etat allemands), pour près de 80 milliards de francs au cours d'un seul mois (et en août 2011 encore une fois pour 100 milliards de francs). En peu de temps, elle porta ses devises à plus de 250 milliards de francs et enregistra des pertes de plusieurs dizaines de milliards de francs car l'euro et le dollar avaient perdu

de leur valeur. Même si on est d'avis que ces interventions étaient défendables, voire justes, on peut se demander pourquoi la BNS n'a pas acheté de l'or avec une partie de ces sommes gigantesques? Cela l'aurait rendue moins dépendante de l'évolution politique des pays de la zone euro et des Etats-Unis.

### Pressions étrangères?

Il est important de se demander si, lors des décisions sur les ventes d'or, les achats de quantités considérables d'euros ou l'octroi de crédits au FMI, les personnes qui définissent la politique de la BNS agissent par conviction ou sous la pression de l'étranger.

On a de fortes raisons de penser que la BNS se laisse associer à des décisions prises par l'étranger. Pourquoi, par exemple, la direction de la BNS s'est-elle si fortement engagée que le Parlement a accepté des crédits supplémentaires de plusieurs milliards au FMI (pour le «plan de sauvetage de l'euro»)? Pourquoi s'est-elle laissée convaincre d'acheter d'énormes quantités d'emprunts d'Etat allemands?

Et pourquoi, à partir de 1996, a-t-on parlé soudain d'or «excédentaire» qui pouvait être vendu (groupe de travail «Politique de placement et distribution des bénéfices de la BNS»)? Y a-t-il eu des pressions intérieures (de ceux pour qui l'or devait enfin rapporter de l'argent) ou des pressions extérieures? C'était l'époque où la Suisse subissait de lourdes pressions des Etats-Unis visant à lui faire verser des milliards pour de prétendus manquements commis pendant la Seconde Guerre mondiale. On en vint à suggérer que la BNS vende pour 7 milliards de francs de ses réserves d'or en faveur de la «Fondation de solidarité» (1997). Il s'en est suivi l'«Accord de Washington sur l'or» par lequel la BNS convenait d'effectuer la vente d'or prévue, alors qu'à l'époque du moins, il n'existait pas de base légale pour les ventes d'or. [...]

### Notre indépendance est en jeu

Qu'on lise ce que le journaliste financier allemand Bruno Bandulet écrivait dès 1996 dans son ouvrage intitulé «Die Finanzkrise und die Zukunft des Goldes» (ISBN 3-907983-24-6) où il montrait avec une clairvoyance étonnante que dans des pays comme la Grèce, une inévitable crise de la dette se préparait.

Il insistait sur le fait qu'une monnaie nationale solide était un gage d'indépendance et il ajoutait: «L'indépendance politique sans souveraineté monétaire est impensable. [...] Jusqu'à maintenant, la Suisse a réussi à échapper aux attaques, mais il faut mettre en garde contre les illusions prématurées. La bataille du franc suisse n'est pas encore tranchée. Il faut s'attendre à de nouvelles tentatives de circonscrire et d'absorber le franc suisse.»

On peut comprendre que les puissants de ce monde n'aient pas intérêt à ce qu'existe une Suisse petite, indépendante et possé-

## Conseil d'un banquier expérimenté et féru d'histoire

«L'expérience nous montre que l'or est le meilleur moyen de conserver la valeur en temps de crise, en particulier en cas d'effondrement du marché des actions. En outre, c'est un excellent instrument de lutte contre des pertes constantes de capital aux époques de turbulences monétaires. Nous vivons dans une situation de guerres monétaires et commerciales de plus en plus fréquentes – de courses au creux de la vague – dans laquelle chaque pays, même la Suisse, cherche à affaiblir la valeur de sa monnaie sur les marchés mondiaux. A ces moments-là, l'or est, comme toujours,

la meilleure protection. Dans un passé récent, on a assisté à de nombreux exemples du phénomène: que l'on songe à l'effondrement des marchés asiatiques ou aux économies de la Russie, de l'Argentine, du Brésil, du Mexique, du Zimbabwe et d'autres pays dont la monnaie a subi de fortes pressions.»

Ferdinand Lips, *Die Goldverschwörung. Ein Blick hinter die Kulissen von einem Privatbankier aus der Schweiz, Rottenburg, 2003, p. 344*  
ISBN 3-930219-54-9

(Traduction Horizons et débats)

dant sa propre monnaie et sa propre banque centrale indépendante. On peut comprendre également que Bruxelles veuille abolir les anciens Etats d'Europe par le biais de la monnaie commune (la Banque centrale européenne remplace les anciennes banques centrales nationales). Mais ceux qui souhaitent que la Suisse reste un pays indépendant et riche doivent lutter en faveur d'une banque

nationale forte qui soit en mesure de résister aux crises grâce à d'importantes réserves d'or. Une monnaie et une banque nationales comptent parmi les conditions essentielles de l'indépendance de notre pays. Plus nos réserves d'or resteront importantes à longue échéance, plus la Banque nationale sera indépendante.»

(Traduction Horizons et débats)

## Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le l'hebdomadaire en ligne *Current Concerns* en anglais.

- Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– euros
- Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.– frs / 54.– euros
- Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– euros
- Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– euros
- Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.
- Veuillez nous envoyer \_\_\_\_\_ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° \_\_\_\_\_ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: \_\_\_\_\_

Rue / N°: \_\_\_\_\_

NPA / Localité: \_\_\_\_\_

Téléphone: \_\_\_\_\_

Date / Signature: \_\_\_\_\_

A retourner à: *Horizons et débats*, case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51  
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich

### Le Venezuela rapatrie ses réserves d'or

Le dernier chargement des réserves d'or du pays vient d'arriver au Venezuela. Le gouvernement de ce pays d'Amérique du Sud avait décidé, à l'été 2011, de rapatrier une grande partie de ses réserves d'or qui se trouvaient dans des banques d'Europe et des Etats-Unis. La dernière livraison, de 14 tonnes, représente une valeur de 70 millions de dollars.

Source: *Lateinamerika Nachrichten*, mars 2012

# Goldman Sachs n'a-t-il pas honte? Et Madame Merkel? Et l'UE?

«Des élèves s'évanouissent par manque de nourriture» –  
situation dramatique en Grèce en raison des directives rigoureuses de l'UE

hd. Depuis des mois, nous recevons quotidiennement des informations sur la Grèce à propos des «paquets de sauvetage» et les mesures d'austérité respectives qui étaient impératives pour empêcher la faillite de l'Etat. Pas mal de commentateurs déclarent ouvertement que l'argent ne coule pas vers la Grèce, mais profite à quelques banques européennes et américaines qui, dans les années de la spéculation effrénée, voulaient gagner de l'argent en se lançant dans des affaires toujours plus risquées. Cependant, non seulement les banques mais d'autres aussi en ont profité – les crédits à la Grèce ont profité par exemple aussi aux grands groupes européens de l'armement... Tout le monde savait déjà à l'époque que Goldman Sachs en faisait partie quand il s'agissait de manipuler les critères de convergence pour l'adhésion de la Grèce à la zone euro. L'ancien président de la Banque centrale grecque est l'actuel ministre-président de la Grèce – non élu par le peuple. Personne ne croira que ces machinations se soient faites à son insu. De nombreuses banques européennes sont impliquées directement ou du fait de leurs liaisons avec d'autres banques – Goldman Sachs semble aussi faire partie du jeu avec environ 2 milliards d'euros de réassurances. Raison suffisante pour éviter une faillite de l'Etat grec et de faire casquer la population.

C'est le beau «projet européen». L'envers de la médaille est la situation dans laquelle se trouve la population. Presque personne n'apprend comment les gens en Grèce peuvent venir à bout des directives octroyées par l'UE: augmentation des impôts, diminution des retraites, taxes spéciales, diminution des prestations sociales, diminution des salaires et licenciements du service public. Dans tous les domaines, ainsi l'exige l'UE, des économies doivent être faites, sauf dans l'armement dont plus de 70% des achats sont effectués en Allemagne.

Où est le paquet de sauvetage pour la population grecque? L'abandonne-t-on tout simplement à son destin? Est-ce que ce sont là les valeurs européennes que Merkel et Cie citent à chaque occasion qui se présente: «Nous n'abandonnons pas les Grecs»? Lesquels? Le gouvernement et les banques – la population peut payer? Où est le plan B, qui doit être mis en place, pour permettre à la population grecque de continuer à vivre dignement? Où sont les programmes d'encouragement de l'agriculture qui permettent un approvisionnement alimentaire suffisant

de la population? Pourquoi l'argent n'est-il pas investi dans l'industrie ou dans d'autres branches économiques afin d'endiguer le chômage galopant à un niveau supportable? Pourquoi fait-on casquer la population, tandis que les banques continuent à s'adonner à la spéculation?

La Russie et la Chine ont offert leur aide concrète à la Grèce pour qu'elle puisse mettre sur pied des projets d'infrastructure dont l'économie et par conséquent la population bénéficieront. Il existerait de nombreuses possibilités pour aborder de manière constructive cette crise, si l'on voulait et si on soumettait le système actuel à une réforme détaillée.

La responsabilité repose dans les mains de l'EU et du gouvernement grec. C'est à eux de trouver ensemble avec le peuple grec une solution digne.

N'est-ce pas le devoir de chaque citoyen d'obliger son propre gouvernement à s'engager sur la voie de la démocratie afin de résoudre la crise et de contraindre les Messieurs de Bruxelles à revenir sur des valeurs réellement européennes – telles que la solidarité, le respect mutuel, le soutien humain, la responsabilité envers la prochaine génération, la paisible résolution des conflits et le respect de la dignité humaine?

Le rapport suivant de Massimo Agostinis a été diffusé sur Radio DRS le 16 mars et montre une image bouleversante de la situation des gens vivant en Grèce.

Un Grec sur cinq n'a plus de travail. Le taux de chômage monte, la performance économique s'effondre. La politique d'austérité rigide de l'UE et du gouvernement montre ses conséquences. Des milieux entiers de population tombent dans la misère. Les plus jeunes sont aussi touchés. Depuis des mois, les associations d'enseignants et de parents donnent l'alarme, parce que des enfants et des adolescents viennent à l'école mal ou à peine nourris.

Massimo Agostinis était au Pirée et a visité une école dans un quartier ouvrier à Geratsini.

Dans la cour de l'école, on ne voit que peu d'enfants jouer, il n'y a aucun adolescent. Les cours battent leur plein. L'établissement scolaire se situe dans le quartier de Geratsini dans la ville portuaire du Pirée environ à 10 km d'Athènes. Dans ce quartier vivent beaucoup d'ouvriers et de simples employés. Le quartier ne donne pas une apparence

déchue, l'établissement est propre. Pourtant, le taux de chômage à Geratsini est élevé, plus de 20%. Un enseignant, Stelios Fokanios, déclare que dans cet établissement, des élèves s'évanouissent souvent par manque de nourriture et tombent de leurs chaises.

«Depuis trois ans, le taux de chômage monte, depuis un an, on ne parle plus de chômage, cela masque la réalité. Maintenant règne la pauvreté. Des enfants viennent à l'école sans petit-déjeuner et sans casse-croûte.» Stelios Fokanios a développé un regard pour ces cas critiques. «Ils sont pâles, fatigués, ils ont rarement un casse-croûte avec eux. Pendant les cours, ils sont inattentifs et nerveux, ils sont pris de vertige et quelquefois ils tombent dans les pommes tellement ils ont faim. Là, je sais que la famille n'a plus d'argent.» On parle de ce phénomène des élèves affamés depuis des mois. Le ministère de l'Education nationale le sait depuis septembre dernier. Toutefois, au lieu d'aborder le problème, il a invité d'abord les associations d'enseignants et de parents qui avait rapporté cela dans les médias. «Au ministère, on voulait savoir pourquoi nous nous étions tournés vers l'opinion publique. Ils disaient que nos histoires n'étaient pas vraies. Mais comme il y avait sans cesse de tels rapports, le ministère a fini par avouer le problème. Depuis peu, le ministère de l'Education nationale distribue des casse-croûtes dans 11 écoles à Athènes et environs, mais des centaines d'écoles souffrent du même problème.» Les associations d'enseignants se plaignent que l'action du ministère soit uniquement pour les caméras car il y aura bientôt des élections. A Geratsini, des enseignants et des parents se sont organisés pour aider les plus faibles. Agleia Kefaloiannis fait partie des volontaires. «Quand je vais au supermarché, j'achète simplement un peu plus que d'habitude et mets de côté ce dont nous n'avons pas besoin, et j'amène les aliments régulièrement à l'école. Là, les enseignants s'occupent de la distribution. Les enfants et les enseignants apportent un, deux ou trois casse-croûtes. On met tout sur la table. Pendant la pause, tous peuvent se servir, les élèves comme les enseignants. Ainsi, on remarque à peine les enfants qui donnent et ceux qui prennent.» Il est évident que de plus en plus d'entre eux dépendent de cette aide: «Lorsque l'action a démarré, mes trois enfants apportaient quotidiennement chacun un casse-croûte supplémentaire à l'école. Aujourd'hui, chacun d'entre-eux en apportent sept.» L'association

grecque des enseignants estime que dans les quartiers socialement faibles, 10% des élèves sont mal nourris ou sous-alimentés, et la tendance monte fortement. L'aide des parents et des enseignants à Geratsini va au-delà de la distribution alimentaire.

Stelios Fokanios: «Nous avons organisé des opticiens, qui produisent gratuitement des lunettes aux enfants. Nous avons un réseau de médecins, qui examinent les enfants gratuitement. Pendant un certain temps, nous avons payé pour les plus pauvres, la nouvelle taxe spéciale sur l'électricité. On ne le fait plus. On leur conseille de ne pas la payer parce qu'elle est illégale. Agleia Kefaloiannis déclare qu'elle peut encore se permettre d'aider d'autres enfants et élèves. Son mari, un chauffeur de camion, a encore un emploi: «Tous les prix augmentent à cause des nombreuses taxes spéciales. Cela rend difficile d'entraider. Mais nous continuerons tant que nous pourrons. On doit être solidaire.» La crise est aussi un sujet de discussion à l'école. On en parle presque dans toutes les matières. En mathématiques, les élèves calculent les diminutions des retraites et des salaires décidées. En histoire, on se demande pourquoi un tel effondrement du pays était possible. Au cours d'histoire naturelle, les enfants apprennent quelles sortes de légumes et de fruits sauvages sont encore comestibles. Les adolescents à l'école de Geratsini savent que leur avenir est plus que jamais incertain. [Elève]: «Plus tard, j'aimerais faire des études qui m'intéressent. Mais cela ne sera pas possible. J'apprendrai donc ce qui me permettra de vivre. Mais ici aussi, il sera probable que j'apprenne quelque chose qui ne m'aidera pas. Donc, je devrai m'adapter de nouveau.» ...

Source: Radio DRS, Echo der Zeit, 16/3/12

(Traduction Horizons et débats)

## Jusqu'au 31 mars 2012: Collecte d'aliments pour la Grèce

Des aliments conservables comme par exemple:

- du riz et des pâtes
  - de la farine, du sucre, des conserves
- peuvent être déposés le mardi, le jeudi et le vendredi de 17h à 19h à l'adresse suivante:

Eglise grecque-orthodoxe Agios Dimitrios, Wasserwerkstrasse 92, Zurich

## Les répercussions de la crise financière sur la santé

### Des signes avant-coureurs d'une tragédie grecque

ev. Déjà au mois d'octobre de l'année dernière, la revue médicale renommée, The Lancet a publié les résultats d'une étude scientifique examinant les conséquences de la crise financière sur la santé en Grèce. Certes, le système de la santé publique en Grèce donne le droit aux citoyens de consulter gratuitement un médecin généraliste ou un service ambulatoire d'un hôpital, mais l'offre de la santé publique s'est dégradé de façon draconienne: les budgets des hôpitaux ont été réduits de 40%, cela a abouti à une pénurie de personnel et parfois à un manque de biens médicaux pour soigner les malades et, en raison de la pénurie de personnel qui cause de longues attentes, les cas de pots-de-vin donnés au personnel pour éviter ces files d'attente ont augmenté. De 2007 à 2009 le taux de suicide a augmenté de 17% – en 2010 on a parlé au Parlement d'une augmentation de 25%, et en 2011 le ministre de la Santé a indiqué une augmentation de 40% au cours du premier semestre.

Les nouvelles infections au VIH ont augmenté de manière significative fin 2010 et «en raison des données les plus récentes, on peut supposer que les nouvelles infections augmentent de 52% en

2011 par rapport à 2010», préviennent les auteurs de l'étude. La consommation de drogues a également augmenté et «beaucoup de nouvelles infections sont directement liées à l'augmentation de la prostitution (et des rapports sexuels non protégés)». La consommation d'alcool et l'alcool au volant ont baissé –, les contrôles de police n'ont pas été concernés par les mesures d'austérité et sont restés constants. Les auteurs de l'étude concluent que «dans l'ensemble, la situation sanitaire en Grèce est alarmante. Cela nous rappelle que les mesures prises afin de payer les dettes, demandent le plus grand prix aux gens simples: ils n'ont plus accès aux services des soins médicaux et de la prévention, ils sont davantage exposés au risque du VIH et des maladies vénériennes transmissibles, et dans le pire des cas ils paient de leur vie. La santé et l'accès aux soins médicaux doivent davantage retenir l'attention pour garantir que la crise grecque ne sape pas l'ultime ressource de la prospérité du pays; ses habitants.»

Source: The Lancet, Vol. 378 du 22/10/11 p. 1457-1458

(Traduction Horizons et débats)

## La Convention de Genève vaut aussi pour les Grecs

ds. Si on conçoit la crise économique en Europe et dans le monde comme une guerre économique – et il en existe de fortes raisons – il est tout à fait opportun d'interpréter les procédés autour de la Grèce comme un acte d'occupation. Sous cet angle, les clauses de la Convention de Genève sur la protection des personnes civiles en temps de guerre devraient aussi être valables pour la Grèce occupée. Elles interdisent «d'utiliser contre les civils la famine comme méthode de guerre.» (art. 54) et elles obligent la puissance occupante à des actions d'aide qui assurent «des aliments, médicaments et vêtements» (art. 59). De plus,

les personnes protégées «ont droit, en toutes circonstances, au respect de leur personne, de leur honneur, de leurs droits familiaux, de leurs convictions et pratiques religieuses, de leurs habitudes et de leurs coutumes.» (art. 27) Et l'article 77 des Conventions de Genève exige la protection des enfants: «Les enfants doivent faire l'objet d'un respect particulier [...]. Les Parties au conflit leur apporteront les soins et l'aide dont ils ont besoin du fait de leur âge ou pour toute autre raison.»

Cela est intolérable de laisser saigner le peuple grec pour les dettes de guerre du grand capital.

## Crise en Grèce: Ruée vers les SOS Villages d'enfants

8/11/11 – La crise financière en Grèce a aussi des conséquences massives pour les SOS Villages d'enfants grecs. De plus en plus de parents et des mères seules s'adressent aux SOS Villages d'enfants parce qu'ils ne peuvent plus nourrir leurs enfants.

Le directeur du SOS Villages d'enfants grec, George Protopapas, dit que «nous vivons une ruée vers les SOS Villages d'enfants en ce moment». Depuis le début de la crise économique en Grèce, plus de 1000 familles se sont adressées aux SOS Villages d'enfants en cherchant de l'aide. Par rapport à l'année précédente, cela signifie une augmentation de plus de 65%. «Les parents se trouvent même parfois directement devant notre porte avec leurs enfants.»

### Situation financière difficile

Selon Protopapas, bien moins de dons arrivent à cause de la crise aux SOS Villages d'enfants en Grèce, ce qui aggrave encore la situation. Jusqu'à présent, les trois SOS Villages d'enfants grecs s'étaient financés seuls avec les dons du pays. Protopapas craint maintenant que l'organisation en Grèce n'écrive des chiffres rouges pour la première fois cette année. Il déclare qu'en plus des dons manquants «l'Etat a aussi augmenté les impôts». En conséquence de cette situation, on est maintenant obligé de réduire les dépenses à l'essentiel.

Source: www.sosvillagesdenfants.ch

(Traduction Horizons et débats)

# Mini-farming – autarcie sur mille mètres carrés

Extraits du Livre «mini-farming» de Brett L. Markham

Si vous êtes novice dans le monde du jardinage et du *mini-farming*, les informations dans les chapitres précédents vous ont probablement dépassé. Les choses auxquelles vous devez faire attention, apparemment toutes à la fois, ressemblent aux innombrables petits pas de votre première leçon de danse: assolement, fruits intermédiaires, protection des plantes contre les insectes nuisibles et les maladies, cultiver les plantons soi-même, différentes dates de plantation etc. Dans un certain sens, le *mini-farming* correspond effectivement à une affaire bien chorégraphiée; d'autre part il y a aussi une astuce qui vous facilitera le début: commencez petit.

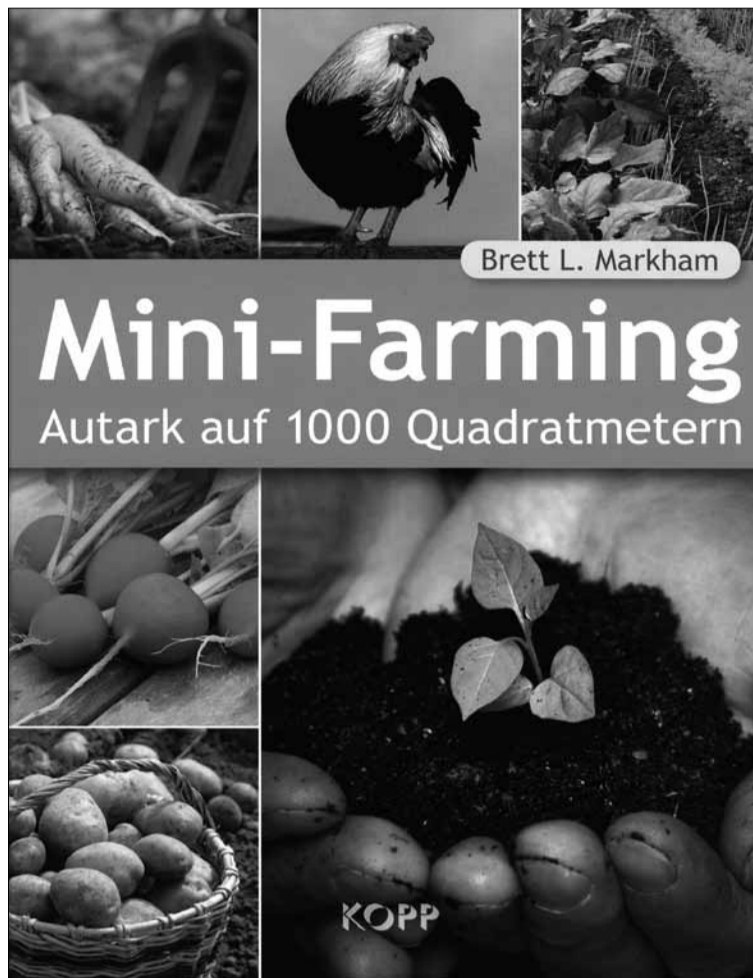
Par exemple dans un petit jardin avec trois carreaux surélevés de 1,20 sur 7,50 mètres. Cela ne fait même pas 30 mètres carrés. Mais sur cette surface vous pouvez utiliser toutes les techniques décrites dans ce livre et les adapter à vos besoins. Et croyez-moi, ces 30 mètres carrés donneront tant de récolte que votre vrai problème sera le stockage!

Pour vous donner une idée de combien vous pourrez récolter sur une petite surface: un carreau surélevé de 1,20 sur 4,20 mètres dans mon jardin a livré depuis avril jusqu'à la fin du mois de septembre pas moins de 10 kilos de brocolis, 3,5 kilos de choux-fleurs, 7 kilos de choux, 40 kilos de tomates et 10 kilos d'haricots à rames, 18 kilos de concombres, 7 kilos de pommes de terre et en plus des oignons, des betteraves rouges, des carottes, des épinards, et des côtes de bette en quantités non négligeables. Et tout cela sur un peu plus de 5 mètres carrés! Commencez petit, apprenez et élargissez ensuite votre mini-farm. Vous verrez: vos connaissances grandiront.

## L'année du jardinage

L'année du jardinage commence à l'automne – lorsque l'activité de la saison précédente approche de sa fin. Les déchets des plantes et les feuilles mortes ont trouvé leur chemin sur le compost, des fruits intermédiaires pour l'hiver ont été plantés. Comme au printemps tout doit aller vite, l'automne est la meilleure période pour aménager de nouveaux carreaux et élargir la *mini-farm*.

Pendant la première partie de l'hiver il n'y a vraiment pas beaucoup à faire pour le *mini-farmer*; alors il peut planifier son jardin et consulter tranquillement les catalogues de semences. Maintenant vous décidez de ce que vous planterez l'année prochaine. Si vous attendez le printemps, il sera trop tard, car beaucoup de plantes – comme par exemple les oignons – doivent être cultivées dans la seconde moitié de l'hiver pour pouvoir les planter au printemps. Pendant de longues soirées d'hiver vous pouvez vous consacrer



entièrement à la préparation des semences récoltées par vous-même.

Dans la seconde moitié de l'hiver, les plantons d'oignons, de poireaux, de ciboulette et beaucoup d'autres plantons d'herbes aromatiques doivent être cultivés. Tout de suite après, c'est le temps pour le chou, et les fleurs annuelles. Ensuite c'est le tour des tomates et des poivrons. A peu près en même temps, les oignons et les choux seront plantés en plein air, suivi immédiatement de la semence des épinards et de la salade. Ensuite on plante les carottes, les betteraves rouges, les petits pois, les raves et les panais. Après la dernière gelée, on plante les tomates, les poivrons, le maïs et les haricots, suivis des courges. Après la plantation des tomates, on cultive les plantons de brocoli pour la semence d'automne et vous récoltez les fruits intermédiaires d'hiver comme le blé d'hiver et les pois de senteur, aussi pour ajouter au compost.

Le jardinage ne commence donc pas avec la dernière gelée. Si vous commencez à l'automne vous aurez – même si vous commencez tout petit – une grande récolte.

## Aide

Apparemment, pour différentes raisons, le *mini-farming* est à la mode ces temps-

ci. Beaucoup de gens font leurs premières expériences, d'autres sont déjà de «vieux loups» expérimentés. Et au contraire d'autres domaines ils aiment passer leurs expériences à la prochaine génération. On s'aide mutuellement. Il n'existe pas seulement de nombreuses initiatives où vous pouvez chercher de l'aide concernant vos soucis et besoins, mais aussi des sites Internet pour l'échange. [...]

## Au bout du compte

Si vous vous décidez à devenir un *mini-farmer* non seulement vous dépenserez année après année moins d'argent aux caisses des supermarchés, vous aurez par-dessus la nourriture la plus sûre et la plus riche en substances nutritives sur votre table qu'il est possible d'obtenir. En combinaison avec beaucoup d'activités en plein air, vous et votre famille vous serez pleins de santé! Et avec l'argent gagné avec la vente éventuelle de produits au marché, vous pouvez réaliser des désirs personnels dont vous avez seulement rêvé jusqu'ici.

Dans ce livre vous apprendrez tout ce que vous devez savoir pour fonder une *mini-farm*. Mais ne vous arrêtez pas là: élargissez votre savoir, le savoir est aussi un pouvoir,

car il augmente vos chances de succès – peu importe ce que vous entreprenez.

## Arriver à l'autarcie sur 1000 mètres carrés et cultiver ses propres aliments

Ce livre vous transmet un accès global pour arriver à l'autarcie dans votre propre jardin et vous apprend à planter vous-même une grande partie des denrées alimentaires. Sur seulement 1000 mètres carrés vous pouvez couvrir 85 % des besoins en denrées alimentaires d'une famille de quatre personnes et vous pouvez – si vous vendez vos produits au marché – gagner environ 7000 euros par an. Et il ne s'agit absolument pas d'une utopie de «retour à la nature» mais d'une méthode pragmatique et éprouvée qui peut se réaliser aussi bien à la campagne que dans un environnement urbain. Et même si vous n'êtes ni jardinier ni paysan – Brett Markham vous transmet tout ce que vous devez savoir:

- le bon choix de semences, achetées et cultivées soi-même
- des méthodes pour l'amélioration et le maintien de la qualité du sol
- prévention et lutte contre des maladies et des parasites
- tout ce qu'il faut savoir sur le compost, l'assolement et comment gérer au mieux le temps
- conditions pour la culture biologique
- planification du jardin pour assurer tous les désirs de nourriture
- élevage de volaille
- plantation et soins d'arbres fruitiers, petits noyers et noisetiers
- comment conserver les aliments en faisant de la confiture, en congelant et en séchant
- vente de produits excédentaires et beaucoup d'autres choses.

Le livre est plus qu'un conseil de jardinage. Il vous montre pas à pas comment fonder votre petite ferme et vous offre des conditions idéales pour faire vos propres expériences. Une multitude de photos, de tableaux, de listes et d'infographies vous transmet en détail les aspects les plus importants des matériaux, des outils et des techniques. •

(Traduction *Horizons et débats*)

*Brett Markham est ingénieur, agriculteur de troisième génération et un savant universel. Avec les méthodes qu'il présente dans ce livre, il mène son propre mini-farming très profitable sur moins de 1000 mètres carrés. Dans sa profession principale, il travaille pour un service Internet, et pendant ses loisirs il s'occupe de sa ferme.*

Extraits de *Mini-Farming. Autark auf 1000 Quadratmetern* par Brett L. Markham, Editions Kopp, Rottenburg 2011. ISBN 978-3-942016-49-00

## Légumes remarquables pour jardins particuliers

De plus en plus de gens cultivent quelques mètres carrés avec leurs propres légumes. L'échantillonnage va de deux pots sur un balcon jusqu'au jardin grand comme un terrain de football. Quel qu'en soit la taille, c'est maintenant que se décide quelles variétés de légumes seront présentes sur leurs assiettes cette année.

Depuis quelques années, le jardinage n'est plus seulement un passe-temps de femmes au foyer ou de retraités. «Dans notre réseau, nous avons une grande proportion de moins de 30 ans. Beaucoup d'entre eux n'ont pas toujours un jardin, mais cultivent leurs légumes sur un balcon, dans le jardin de leurs parents ou dans des jardins communautaires», explique Denise Gautier, responsable de la *Fondation ProSpecieRara* en Suisse romande. «Même en ville, il existe de nombreuses initiatives pour favoriser la création de potagers urbains».

Ces jardiniers ne veulent évidemment pas dépendre des hybrides commercialisés par les multinationales semencières. Ils préfèrent des variétés qui ont d'une part autant de goût que d'allure et d'autre part qui peuvent se reproduire. En effet, les semences des anciennes variétés peuvent être récoltées dans son propre

jardin et servir à produire des plants pour l'année suivante, sans nécessairement acheter de nouvelles semences. Les variétés anciennes présentent aussi l'avantage d'avoir une maturité étalée sur toute la saison et d'être adaptées à notre terroir. Elles n'ont pas été sélectionnées selon des critères tels que la productivité, le stockage et la transportabilité. Cela les rend particulièrement attractives pour le jardin familial.

## Marchés de plantons dans toute la Suisse

Pour que les légumes anciens et presque oubliés trouvent à nouveau le chemin du plus grand nombre de jardins, *ProSpecieRara* organise chaque printemps plusieurs marchés de plantons, dans toute la Suisse (cf. colonne de droite). «C'est toujours génial de voir comment des milliers de personnes visitent nos marchés et s'y approvisionnent en raretés pour leur jardin», explique Denise Gautier. De plus, *Coop Brico & Loisirs* propose également une sélection de plantons, ainsi que certains producteurs en Suisse romande (*Association des artichauts www.artichauts.ch/Directdujardin www.directdujardin.ch/Famille Gfeller www.gfellerbio.ch*).

## Un choix de plus de 600 variétés

Les personnes qui produisent elles-mêmes leurs plantons à partir de graines ont un choix plus étoffé. D'un côté, près de 150 variétés de semences *ProSpecieRara* sont produites professionnellement par *Sativa* et en vente via leur site Internet ([www.sativa-rheinau.ch](http://www.sativa-rheinau.ch)). Un assortiment est également en vente dans les *Coop Brico & Loisirs* et en Suisse romande, dans les magasins *Nature & Découvertes* et à la boutique du *Jardin botanique* de la ville de Genève. D'autre part, les donateurs de *ProSpecieRara* ont un choix encore plus vaste avec un assortiment de plus de 600 variétés.

«Ceci est possible grâce à près de 400 jardiniers amateurs qui travaillent avec nous en multipliant les variétés dans leur propre jardin et fournissent gratuitement une partie de leur production à nos donateurs», commente Denise Gautier. Ces derniers trouvent les données qui leur permettent de faire facilement leur choix sur le catalogue des variétés *ProSpecieRara* disponible sur Internet. Ils commandent directement les graines sélectionnées chez ces multiplicateurs privés, qui peuvent aussi leur fournir des conseils de culture. «La culture des plantons ce n'est pas sorcier et peut très bien

réussir, même sur un balcon. Mais il faut s'y prendre à temps; les espèces les plus précoces doivent déjà être semées en février» dit pour finir Denise Gautier.

## Marchés de plantons ProSpecieRara 2012

- 27/28 avril: Marché de plantons de tomate, Service des espaces verts, 8047 Zürich (Ve 14h–19h, Sa 9h–13h)
- 28 avril: Marché de plantons au Centre ProSpecieRara, 6854 San Pietro di Stabio (9h–12h)
- 29 avril: Marché de plantons de Vevey, Alimentarium, 1800 Vevey (9h–17h)
- 5/6 mai: Marché de plantons du Château de Wildegg, 5103 Wildegg (9h–17h)
- 12 mai: Marché de plantons de la ville de Vernier, Centre d'entretien, 1214 Vernier (9h–15h)
- 13 mai: Marché de plantons de plantes d'ornement et exposition de géraniums, Service des espaces verts, 3006 Bern (9h–17h)
- 19 mai: Marché de plantons de Buchs/SG, Marktplatz am Werdenbergersee (9h–14h)

Détails sous [www.prospecierara.ch](http://www.prospecierara.ch) >  
Calendrier

Source: Communiqué de presse de *ProSpecieRara* du 6/2/12